

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

[C — 27442]

12 FEVRIER 1992. — Circulaire n° 66 relative aux modalités d'application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne

A MM. les présidents des députations permanentes des conseils provinciaux.
A MM. les bourgmestres des villes et communes wallonnes.

TABLE DES MATIERES

N°	Rubrique	page(s)
1.	Objet	3
2.	Portée de cette circulaire	3-4
3.	Abréviations	4
4.	Objectifs de la procédure d'évaluation des incidences	5
5.	Entrée en vigueur	5
6.	Administration compétente	6-7-8
7.	La demande et la notice	8-9
8.	Avis de l'administration sur la demande et la notice	10-11
9.	La mise en œuvre du système d'évaluation des incidences sur l'environnement	11-12-13
10.	Système d'évaluation unique lorsque plusieurs autorisations sont requises	14
11.	Choix de l'auteur de l'étude	14-15-16
12.	Récusation de l'auteur choisi	16
13.	Réalisation et contenu de l'étude d'incidences	16-17
14.	Enquête publique et avis	17-18
15.	Collaboration de l'administration avec le C.W.E., la C.C.A.T. ou la C.R.A.T.	18
16.	Les délais dans la consultation	18-19
17.	Réunion de concertation	20
18.	Rapport d'incidences	21-22
19.	Reprise de la procédure habituelle	22
20.	Affichage de la décision	22
21.	Mesures transitoires	23-24

1. Objet

Le décret du 11 septembre 1985, pris en application de la Directive CEE du 27 juin 1985, organise le principe d'une évaluation des incidences sur l'environnement lorsqu'une demande d'autorisation visée par ledit décret est introduite.

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon portant exécution du décret a été adopté le 10 décembre 1987 et annulé par le Conseil d'Etat.

Un second arrêté du 19 juillet 1990 a été alors adopté.

Une lettre circulaire du 1er mars 1991 du Ministre Liénard a communiqué pour les dossiers urbanisme un aide-mémoire à caractère officieux visant à aider les administrations communales à se conformer aux dispositions de cet arrêté du 19 juillet 1990.

Une circulaire du Ministre Lutgen du 18 juin 1990 a également été diffusée sur le sujet.

Par l'arrêté du 31 octobre 1991, l'Exécutif régional wallon règle le problème de l'exécution dudit décret du 11 septembre 1985.

Cet arrêté se substitue donc entièrement à toutes les mesures (officieuses et officielles) précédemment adoptées.

Le contenu des circulaires précitées sur le sujet est désormais sans objet et les autorités concernées sont tenues de se conformer aux prescriptions de ce nouvel arrêté, explicitées dans la présente circulaire.

2. Portée de cette circulaire

La présente circulaire a pour but d'éclairer les administrations concernées sur l'application de l'arrêté précité dans les matières suivantes :

- les autorisations de bâtir et de lotir;
- les autorisations relatives aux établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes;
- les permis d'extraction de carrières;
- les concessions de mines;
- les permis de valorisation de terrils;
- les autorisations relatives aux décharges contrôlées, aux dépôts et installations de traitement de déchets;
- les autorisations relatives aux circuits permanents de sports moteurs.

Il s'agit donc des actes mieux détaillés à l'article 3 de l'arrêté du 31 octobre 1991.

La procédure d'évaluation des incidences d'un projet sur l'environnement est explicitée ci-après. Cependant, le lecteur est invité à se référer au décret du 11 septembre 1985 et à l'arrêté de l'E.R.W. du 31 octobre 1991.

Les organigrammes des tableaux 1 à 5 ci-annexés aideront à suivre le déroulement de la procédure.

Cette circulaire tente de répondre aux questions qui pourraient se poser sur l'application pratique de la procédure.

3. Abréviations

E.R.W. :	Exécutif régional wallon.
D.G.R.N.E. :	Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, du Ministère de la Région wallonne.
D.G.A.T.L. :	Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement.
D.P.P.G.S.S. :	Division Prévention des Pollutions et Gestion du Sous-sol de la D.G.R.N.E.
E.I.E. :	Etude d'Incidences sur l'Environnement.
C.W.E. :	Conseil wallon de l'Environnement.
C.C.A.T. :	Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire.
C.R.A.T. :	Commission régionale d'Aménagement du Territoire.
C.W.A.T.U.P. :	Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.
R.G.P.T. :	Règlement général pour la Protection du Travail.
Le décret :	Le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne.
L'arrêté :	L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne.

4. Objectifs de la procédure d'évaluation des incidences

Cette législation a pour effet d'imposer aux projets privés ou publics, soumis aux autorisations prévues à l'article 3 de l'arrêté, une évaluation de leurs effets directs ou indirects, à court, moyen et long terme, sur :

- l'homme, la faune et la flore;
- le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage;
- l'interaction entre les facteurs visés aux premier et deuxième tirets;
- les biens matériels et le patrimoine culturel.

Cette évaluation est prise en considération comme élément de décision.

Selon l'article 2 du décret :

« La mise en œuvre des procédures prévues doit avoir principalement pour but :

- de protéger et d'améliorer la qualité du cadre de vie et des conditions de vie de la population, pour lui assurer un environnement sain, sûr et agréable;
- de gérer le milieu de vie et les ressources naturelles de façon à préserver leurs qualités et utiliser rationnellement et judicieusement leurs potentialités;
- d'instaurer entre les besoins humains et le milieu de vie un équilibre qui permette à l'ensemble de la population de jouir durablement d'un cadre et de conditions de vie convenables. »

L'évaluation des incidences sur l'environnement est, en fait, constituée par un ensemble de procédures nouvelles qui viennent s'insérer dans les procédures habituelles d'autorisation, ou s'y substituer.

5. Entrée en vigueur

L'arrêté de l'E.R.W. du 31 octobre 1991 est paru au *Moniteur belge* du 22 novembre 1991, et est entré en vigueur dix jours après cette publication, soit le 2 décembre 1991.

6. Administration compétente

Celle-ci est amenée principalement à remplir les missions suivantes :

- (art. 8 de l'arrêté);
- donner un avis sur l'opportunité d'imposer une étude d'incidences, lorsque celle-ci n'est pas obligatoire (art. 8 de l'arrêté);
- apporter son concours au C.W.E., à la C.C.A.T. ou à la C.R.A.T., si cette aide est requise (art. 38 de l'arrêté);
- participer, le cas échéant, à la réunion de concertation (art. 46 de l'arrêté);
- établir le rapport d'incidences (art. 52 de l'arrêté).

L'administration compétente est définie à l'article 1er, 4^o, de l'arrêté.

Il y a lieu d'adopter les définitions suivantes :

6.1. Pour les autorisations requises en vertu du Titre Ier, Chapitre Ier du R.G.P.T. lorsqu'il s'agit :

6.1.1. D'établissements de 2^e classe de la liste A, l'administration compétente est le service de l'administration communale ayant en charge la gestion du dossier et relevant de l'autorité du collège des bourgmestre et échevins.

Cette disposition ne dispense pas le collège échevinal de demander l'avis du centre extérieur concerné de la D.P.P.G.S.S. pour ce qui est de la fixation des conditions d'exploitation.

6.1.2. D'établissements de 1^{re} classe ou de 2^e classe de la liste B, l'administration compétente est le centre extérieur concerné de la D.P.P.G.S.S.

6.2. Pour les permis de bâtir et les permis de lotir requis en vertu des articles 41, 45 et 53 du C.W.A.T.U.P., l'administration compétente se définit comme suit :

6.2.1. Pour l'application du chapitre IV de l'arrêté, relatif à la notice d'évaluation préalable (articles 8 et 9 de l'arrêté), l'administration compétente est celle dépendant directement de l'autorité saisie du dossier.

Deux cas peuvent se présenter :

* si la demande est introduite au collège des bourgmestre et échevins, sur base des articles 41, 45, § 2, et 53 du C.W.A.T.U.P., l'administration compétente est l'administration communale;

* si la demande est introduite à l'E.R.W. ou à son délégué, sur base de l'article 45, § 1er, du C.W.A.T.U.P., l'administration compétente est la D.G.A.T.L.

6.2.2. Dès lors qu'une étude est réalisée, en application des chapitres VI à IX de l'arrêté, l'administration compétente est le fonctionnaire délégué tel que défini à l'article 196 du C.W.A.T.U.P.

6.3. Pour les permis d'extraction requis en vertu du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières, l'administration compétente est le centre extérieur concerné de la D.P.P.G.S.S.

6.4. Pour les concessions de mines requises en vertu du décret du 7 juillet 1988 sur les mines, l'administration compétente est le centre extérieur concerné de la D.P.P.G.S.S.

6.5. Pour les permis de valorisation de terrils requis en vertu du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils, les administrations compétentes sont le centre extérieur concerné de la D.P.P.G.S.S. et la direction provinciale de la D.G.A.T.L.

6.6. Pour les autorisations relatives à l'implantation et l'exploitation d'une décharge contrôlée, requises en vertu de l'article 19 du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, l'administration compétente est le Service Gestion des Déchets de l'Office régional wallon des Déchets.

6.7. Pour les autorisations relatives à l'implantation et l'exploitation d'un dépôt ou d'une installation de traitement de déchets, requises en vertu de l'article 19 du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, l'administration compétente est le centre extérieur concerné de la D.P.P.G.S.S., qui recueille l'avis de l'Office régional wallon des Déchets.

6.8. Pour les autorisations relatives aux circuits ou terrains utilisés de façon permanente pour l'organisation de courses, d'entraînements et d'essais de véhicules automoteurs, requises en vertu de l'arrêté royal du 10 juin 1976 réglant l'organisation de courses, d'entraînements et d'essais de véhicules automoteurs, l'administration compétente est le centre extérieur concerné de la D.P.P.G.S.S.

Lorsque le projet comporte des aspects liés à la protection des eaux de surface, des eaux souterraines ou de la nature et des forêts, la D.P.P.G.S.S. sollicite la collaboration ou l'avis de la Division de l'Eau, de la Division Nature et Forêts ou de l'Office régional wallon des Déchets, suivant le cas.

En ce qui concerne la procédure d'agrément des auteurs d'études d'incidences, le directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement consulte la D.G.A.T.L. lorsque la demande concerne l'une des quatre premières catégories mentionnées à l'article 10 de l'arrêté.

7. La demande et la notice

La demande d'autorisation est introduite auprès de l'autorité compétente, en application des législations spécifiques citées à l'article 3 de l'arrêté.

Toute demande d'autorisation doit comporter une notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement.

Dans les cas qui suivent, le dossier complet de demande constitue la notice; il s'agit des demandes qui concernent :

- les permis de valorisation de terrils;
- les autorisations relatives aux décharges contrôlées;
- les concessions de mines;
- les permis d'extraction de carrières.

Dans les autres cas, le dossier doit comporter une notice d'évaluation préalable distincte, en 2 exemplaires; il s'agit des demandes qui concernent :

- les autorisations requises en vertu du Titre Ier, Chapitre Ier du R.G.P.T.;
- les permis de bâtir et de lotir;
- les autorisations relatives aux dépôts ou installations de traitement de déchets;
- les autorisations relatives aux terrains permanents de sports moteurs.

C'est celui qui introduit la demande d'autorisation qui rédige, ou fait rédiger par la personne de son choix, la notice d'évaluation préalable.

Le décret définit la notice comme étant « le document synthétisant les principaux paramètres écologiques du projet ».

L'objet principal de ce document est de permettre à l'autorité compétente d'évaluer la nécessité de faire procéder à une étude d'incidences.

La forme et le contenu de la notice d'évaluation préalable sont définis par l'annexe I de l'arrêté.

La notice comprend essentiellement :

- la situation géographique et administrative du projet;
- une description du projet;
- une analyse des effets prévisibles sur l'environnement;
- les mesures prévues afin d'atténuer les effets négatifs.

Il est à noter qu'en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire, toute demande d'autorisation de bâtir ou de lotir doit faire l'objet d'une notice d'évaluation préalable dont le contenu est déterminé de manière impérative par l'annexe I, c, de l'arrêté et cela sous peine de voir déclarer le dossier incomplet.

En ce qui concerne les dossiers relatifs à l'urbanisme, l'annexe I, c, de l'arrêté permet de rencontrer les diverses incidences qui peut comporter un projet à l'égard de l'environnement.

Si certaines demandes d'autorisation ne justifient pas de réponse systématique à toutes les questions reprises à cette annexe, nous conseillons aux administrations concernées de faire remplir aux demandeurs l'intégralité du formulaire en indiquant par exemple « non pertinent », pour les questions non spécifiquement visées par le projet.

L'article 8 de l'arrêté prévoit que l'autorité transmet la notice à l'administration compétente. Il est cependant indispensable que l'autorité compétente transmette également copie de la demande et de tous les documents l'accompagnant. Il est en effet essentiel que l'administration compétente connaisse l'objet précis de la demande pour pouvoir se prononcer sur la qualité de la notice et sur l'opportunité d'une étude d'incidences.

8. Avis de l'administration compétente sur la demande et la notice

Cet avis est demandé, par l'autorité, à l'administration compétente, telle que définie au point 6 de la présente circulaire.

Il comprend :

- un avis sur la nécessité et/ou l'opportunité de faire réaliser une étude d'incidences;
- le cas échéant, un avis sur les exigences quant au contenu de celle-ci;
- la ou les rubriques de l'article 10 de l'arrêté pour lesquelles l'auteur de l'étude devrait être agréé;

— lorsque le dossier de demande apparaît incomplet ou insuffisamment détaillé (demande, notice, plans), l'administration proposera à l'autorité de demander des informations complémentaires; si les lacunes sont telles que l'administration ne puisse pas rendre d'avis sur l'opportunité de l'étude d'incidences, cet avis interviendra alors après la réception des informations complémentaires;

— dans le cas de renouvellements prévus à l'article 62 de l'arrêté, si l'administration propose la réalisation d'une étude d'incidences, l'avis comprend un point sur l'opportunité de prolonger l'autorisation existante pendant une durée transitoire (voir plus loin : n° 21, mesures transitoires);

— dans le cas des demandes relatives aux décharges, cet avis est formulé dans le cadre de la déclaration de recevabilité du dossier, prévue à l'article 5, § 3, de l'arrêté de l'E.R.W. du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées.

Lorsque l'administration compétente suggère à l'autorité d'imposer une étude, qui ne serait pas obligatoire en vertu de l'article 9 de l'arrêté, cet avis doit être spécialement motivé afin de permettre à l'autorité de motiver sa décision, dans le respect de cet article 9.

Lorsque, dans le cadre d'une demande de permis de bâtir ou de lotir, l'administration compétente estime qu'il y a lieu de prescrire une étude d'incidences ou si cette dernière s'impose d'office en application de l'arrêté, il lui est conseillé de consulter le fonctionnaire délégué de l'Urbanisme pour déterminer le contenu et les modalités de cette étude.

Le fonctionnaire délégué recueille quant à lui l'avis du centre extérieur concerné de la D.P.P.G.S.S., pour les matières qui relèvent de la compétence de la D.G.R.N.E.

Dans le cadre d'une demande de permis de valorisation de terri, le centre extérieur de la D.P.P.G.S.S. et la direction provinciale de la D.G.A.T.L. concernés s'associent pour émettre un avis commun.

Dans le cas où le centre extérieur de la D.P.P.G.S.S., rendant un avis sur une demande et une notice relatives à un permis d'extraction de carrière ou de concession de mine, propose la réalisation d'une étude d'incidences ou si cette étude est obligatoire, elle consulte la direction provinciale de la D.G.A.T.L., pour ce qui est du contenu et des modalités de cette étude, dans les matières qui relèvent de la compétence de cette direction.

9. La mise en œuvre du système d'évaluation des incidences sur l'environnement

Certains projets doivent obligatoirement faire l'objet de la totalité du système d'évaluation des incidences sur l'environnement. Ils sont définis à l'article 9 de l'arrêté, complété par l'annexe II.

Pour les autres projets, la réalisation d'une étude peut être imposée par l'autorité compétente. Cette décision doit intervenir dans les trente jours de la réception de la notice ou des renseignements complémentaires éventuellement réclamés. Passé ce délai, l'autorité est réputée dispenser le projet du reste de la procédure d'évaluation.

L'autorité prescrit l'établissement d'une étude d'incidences si elle estime que les incidences risquent d'être importantes, en fonction de la notice et de l'avis de l'administration compétente.

9.1. Remarque importante.

Tout projet répondant à l'article 9 de l'arrêté, qui définit les projets soumis d'office à la réalisation d'une étude d'incidences, doit obligatoirement faire l'objet de toute la procédure d'évaluation (avec étude), même si l'autorité ne notifie pas cette obligation dans le délai prévu de trente jours.

Que l'étude soit obligatoire de plein droit ou imposée par l'autorité, celle-ci doit, en vertu de l'article 13 du décret, établir le contenu et les modalités de l'étude d'incidences en fonction de l'importance et de la nature des incidences du projet sur l'environnement.

9.2. Demandes d'autorisation spécifiques à l'Aménagement du Territoire.

Pour l'essentiel, notons qu'en matière d'urbanisme sont visés par l'article 9 de l'arrêté :

1. Les terrains de golf.

2. Les lotissements visés à l'article 254 du C.W.A.T.U.P., à savoir :

a) les demandes de permis de lotir portant sur une superficie de 3 ha et plus;

b) les demandes de permis de lotir prévoyant la construction d'immeubles à appartements alors que les abords comportent essentiellement des habitations individuelles.

3. Les villages de vacances, parcs résidentiels de week-end et campings...

Remarque : En ce qui concerne les villages de vacances, l'étude sera entreprise au stade du dépôt de l'avant-projet et non de l'introduction de la demande de permis.

9.3. Les extensions.

L'article 9 de l'arrêté impose la réalisation d'une étude pour certaines catégories de projets et ce, dans le cas de la création d'un nouveau projet, dans le cas du renouvellement d'une autorisation relative à une installation existante, mais aussi dans le cas de certaines extensions. Ce point mérite d'être explicité, en se référant à l'annexe II.

9.3.1. Projets associés à un seuil minimum.

Certaines rubriques de l'annexe II se réfèrent à un seuil, à partir duquel un projet doit obligatoirement faire l'objet d'une étude d'incidences.

Selon les activités, le paramètre considéré peut être le nombre d'animaux détenus en élevage ou engraissement, la capacité de production, la superficie du site d'exploitation, la puissance calorifique d'une centrale thermique, etc.

C'est ce paramètre qu'il convient de considérer dans le terme « capacité » de l'article 9, c, de l'arrêté.

Pour les activités répondant à ces rubriques, une demande d'extension doit obligatoirement faire l'objet d'une étude d'incidences lorsque deux conditions sont remplies simultanément :

— l'augmentation du paramètre dépassera 20 p.c. de sa valeur initiale;

— après extension, le paramètre dépassera le seuil fixé dans l'annexe II.

Dans le cas des aéroports, l'annexe II de l'arrêté précise que tout allongement de piste au-delà du seuil de 1 200 mètres doit faire l'objet d'une E.I.E.

En ce qui concerne les ports de commerce maritime ainsi que les voies navigables et les ports de navigation intérieure permettant l'accès de bateaux d'un tonnage supérieur à 1 350 tonnes, toute augmentation du gabarit de navigation nécessitant la modification d'ouvrage d'art ou la modification des berges doit faire l'objet d'une E.I.E., même si l'augmentation de capacité n'atteint pas 20 p.c.

9.3.2. Activités décrites sans seuil limite.

Certaines activités sont décrites sans seuil minimum.

Citons par exemple les abattoirs, les cimenteries, les terrains de golf.

Pour ces activités, la procédure complète d'évaluation est obligatoire lorsque l'extension entraînera une augmentation de « capacité » de plus de 20 p.c.

Le terme « capacité » n'étant pas autrement défini, il y a lieu de prendre en considération le paramètre le plus évidemment lié aux risques d'incidences sur l'environnement.

Cette disposition s'applique également aux extensions de décharges contrôlées. Les autorisations envisagées par l'article 3, 6°, de l'arrêté concernent également les extensions de décharges.

Dans les exemples cités, il s'agit donc, dans le cas des abattoirs et des cimenteries, de la capacité de production et, dans le cas des terrains de golf, de la superficie occupée.

Les autres extensions ne sont pas considérées comme devant obligatoirement faire l'objet d'une étude d'incidences.

Pour rappel, cette étude peut toujours être prescrite si l'autorité estime que les incidences risquent d'être importantes. En cas de doute sur le caractère obligatoire d'une étude, c'est cette dernière règle qui sera adoptée. La comparaison avec des projets semblables de la liste peut servir de guide.

En raison du caractère assez technique des évaluations décrites ci-avant, l'attention des administrations compétentes est tout spécialement attirée sur les problèmes d'extensions et de transformations. Pour ces demandes, les administrations veilleront à éclairer tout particulièrement les autorités compétentes sur la nécessité ou l'opportunité de prescrire l'établissement d'une étude d'incidences.

10. Système d'évaluation unique lorsque plusieurs autorisations sont requises

Le choix de faire réaliser un système d'évaluation unique appartient au demandeur.

En effet, l'article 4 du décret stipule « qu'un seul système d'évaluation des incidences sera prévu pour autant qu'il soit relatif à tous les aspects des autorisations indispensables à la bonne fin du projet ».

D'autre part, l'article 4 de l'arrêté stipule que « l'unicité du système n'est appliquée que pour autant que le demandeur introduise simultanément auprès des différentes autorités compétentes une notice d'évaluation préalable unique ».

Le système d'évaluation unique est cependant le plus cohérent et il est souhaitable qu'il soit mis en œuvre chaque fois que plusieurs autorisations sont requises pour un projet.

Dans ce cas, le demandeur fera clairement apparaître qu'il requiert ce système unique.

L'attention est attirée sur le point suivant :

Si un projet est soumis d'office à la réalisation d'une étude d'incidences en fonction de l'article 9 de l'arrêté et si le demandeur introduit des demandes comprenant des notices d'évaluation préalables distinctes pour les différentes autorisations requises, chacune de ces autorisations doit faire l'objet d'une étude d'incidences.

Notons qu'à l'article 6 de l'arrêté, les autorités doivent s'entendre comme les autorités compétentes pour délivrer les autorisations.

11. Choix de l'auteur de l'étude

L'auteur de l'étude d'incidences est choisi parmi les auteurs agréés dans la catégorie de l'article 10 de l'arrêté qui s'applique au projet.

Lorsqu'un projet concerne plusieurs catégories de l'article 10 de l'arrêté, l'auteur choisi doit être agréé pour l'ensemble des catégories que le projet recouvre.

Dans tous les cas, un seul auteur est choisi pour une même étude.

Il en va évidemment de même dans le cas d'une étude unique préalable à plusieurs décisions pour un même projet.

L'auteur, agréé pour la réalisation d'une étude, peut confier à un tiers une partie de celle-ci. Il demeure le seul interlocuteur vis-à-vis de l'administration et de l'autorité et garde la responsabilité de l'entière de l'étude.

Le choix de l'auteur agréé est à notifier, par pli recommandé :

- à l'autorité compétente;
- au Ministre compétent;
- au Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions,

et par pli ordinaire :

- au Conseil wallon de l'Environnement.

La liste des auteurs agréés est disponible auprès :

- du secrétariat du Conseil wallon de l'Environnement, rue Saintraint 1b, 5000 Namur;
- de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Albert 1er 187, 5000 Namur.

Cas particuliers :

- *Carrières :*

Les permis d'extraction relatifs aux carrières recouvrent les aspects d'aménagement du territoire concernant ces projets.

Les auteurs d'études, agréés pour la catégorie « mines et carrières », sont donc également agréés pour les aspects relatifs à l'aménagement du territoire, concernant les carrières. L'agrément dans cette seule catégorie est suffisant pour la réalisation d'études d'incidences préalables aux permis d'extraction.

- *Terrils :*

L'étude d'incidences devant porter sur un projet de valorisation de terrils sera confiée à un auteur agréé pour la catégorie « mines et carrières ». Cet agrément recouvre aussi les aspects d'aménagement du territoire et urbanistiques liés à la valorisation du terril.

- *Décharges :*

En fonction de l'article 9 et de l'annexe II de l'arrêté, sont soumises obligatoirement à une étude d'incidences, les autorisations relatives :

- aux décharges destinées à l'élimination des déchets industriels dangereux, non toxiques (classe 1), y compris celles destinées à l'élimination de déchets dans des conditions spécifiques (classe 5.1);
- aux décharges destinées à l'élimination de déchets ménagers et assimilés et/ou de déchets industriels non toxiques et non dangereux (classe 2).

Il convient que les décharges destinées à l'élimination de déchets industriels non toxiques et non dangereux dans des conditions spécifiques (classe 5.2) se voient également imposer une étude d'incidences.

La mise en œuvre d'une décharge contrôlée, outre l'autorisation d'implanter et d'exploiter la décharge, comporte très généralement une demande de modifier le relief du sol. Cet aspect du problème doit faire partie de l'E.I.E.

Les auteurs d'études agréés pour la catégorie traitement et stockage des déchets sont implicitement compétents pour cet aspect particulier du projet.

Pour les autres projets, lorsqu'un permis de bâtir ou de modifier le relief du sol fait partie du dossier, l'auteur de l'étude doit être explicitement agréé pour la catégorie relative à l'aménagement du territoire concernée.

12. Récusation de l'auteur choisi

Une procédure de récusation d'un auteur d'étude choisi est prévue « si l'intéressé se trouve dans des conditions susceptibles de mettre en cause l'indépendance de l'exercice de sa mission ».

Cette procédure est éventuellement entamée à l'initiative de l'autorité compétente, du Ministre compétent ou du Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions.

La décision appartient à l'E.R.W.

Cette procédure est schématisée à l'organigramme n° 3.

13. Réalisation et contenu de l'étude d'incidences

L'autorité saisie de la demande d'autorisation doit préciser le contenu de l'étude, conformément à l'article 13 du décret.

Par ailleurs, l'article 14 du décret impose un contenu minimum :

- une description du projet comportant des informations relatives à son site, à sa conception et à ses dimensions;
- les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement;
- une description des mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs importants et, si possible, y remédier;
- un résumé non technique des rubriques mentionnées ci-dessus.

Il est rappelé que le manque de qualité des études réalisées par un auteur peut conduire au retrait de son agrément.

14. Enquête publique et avis

Lorsque l'étude d'incidences est terminée, le demandeur en adresse cinq exemplaires à l'autorité compétente.

Les différentes transmissions du dossier sont explicitées aux articles 36 à 40 de l'arrêté. Les exemplaires destinés au C.W.E. et à la C.C.A.T. sont transmis directement par les services administratifs dépendant de l'autorité compétente.

Deux procédures sont alors lancées simultanément :

- d'une part, l'avis du C.W.E. est demandé, ainsi que l'avis de la C.C.A.T. ou en absence de la C.C.A.T., celui de la C.R.A.T. si la demande est relative à un permis de bâtir, de lotir, d'extraction ou de valorisation de terre;
- d'autre part, une enquête publique est organisée par l'administration communale, conformément aux articles 41 à 43 de l'arrêté.

Le dossier fourni à la consultation publique comprend :

- la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement;
- la décision prescrivant l'établissement d'une étude d'incidences et en déterminant le contenu et les modalités;
- le P.V. de la réunion d'information préalable éventuelle;
- l'étude d'incidences.

A noter que, en application de l'article 20 du décret, si une étude d'incidences est prescrite, seules les dispositions relatives à l'enquête publique et aux mesures de publicité prévues dans l'arrêté seront réalisées. Les mesures d'enquête publique prévues par les autres réglementations sont alors supprimées, par exemple l'enquête de commodo-incommodo prévue par le R.G.P.T.

Cette remarque vaut également pour les demandes de permis de bâtir et de lotir soumis à des formalités particulières de publicité prescrites par le C.W.A.T.U.P.

A noter en particulier que, pour les établissements de 1^{re} classe qui se voient imposer une étude, les voisins habitant dans un rayon de 50 mètres ne doivent plus être informés personnellement.

Le procès-verbal de clôture de l'enquête publique est établi par l'administration communale et transmis à l'administration compétente.

15. Collaboration de l'administration avec le C.W.E., la C.C.A.T. ou la C.R.A.T.

L'aide éventuellement sollicitée par ces instances est apportée par les administrations concernées.

16. Les délais dans la consultation

La plupart des délais relatifs à la consultation publique préalable à l'étude, dans le cas d'un demandeur de droit public, et tous les délais relatifs aux consultations qui suivent la réalisation de l'étude d'incidences sont suspendus en juillet et en août.

Ces délais sont marqués d'un astérisque dans les tableaux 2 et 4 de l'organigramme ci-joint.

Ils sont à appliquer selon les directives qui suivent.

16.1. Avis du C.W.E., de la C.C.A.T. ou de la C.R.A.T.

Ces instances disposent de trente jours pour donner leur avis, faute de quoi il est réputé favorable.

— Si ces organismes sont sollicités entre le 1^{er} et le 30 juin, le délai est globalement augmenté de soixante-deux jours.

— S'ils sont sollicités entre le 1^{er} juillet et le 31 août, le délai expire le 30 septembre.

16.2. Publication.

L'administration communale doit procéder à deux reprises à la publication de l'avis d'enquête dans deux journaux diffusés dans la région, dans les quinze jours de la réception du dossier.

— Si l'administration communale reçoit le dossier entre le 16 et le 30 juin, le délai dont elle dispose pour la publication est globalement augmenté de soixante-deux jours.

— Si l'administration communale reçoit le dossier entre le 1er juillet et le 31 août, la publication doit avoir lieu au plus tard le 15 septembre.

16.3. Début de l'affichage.

L'administration communale doit procéder à l'affichage de l'avis d'enquête dans les huit jours de la réception du dossier.

— Si l'administration communale reçoit le dossier entre le 23 juin et le 30 juin, le délai dont elle dispose pour procéder à l'affichage est globalement augmenté de soixante-deux jours.

— Si l'administration communale reçoit le dossier entre le 1er juillet et le 31 août, l'affichage doit débuter au plus tard le 8 septembre.

16.4. Durée de l'affichage.

L'affichage de l'avis d'enquête doit être maintenu trente jours.

Pendant ce temps, la population peut adresser ses observations ou réclamations à l'administration communale. Le dernier jour de l'affichage obligatoire sera donc en général : le 1er jour de l'affichage + trente jours, sauf :

— si l'affichage commence entre le 1er et le 30 juin, il doit être maintenu nonante-deux jours. Le dernier jour de l'affichage obligatoire est le 1er jour de l'affichage + nonante-deux jours;

— si l'affichage commence entre le 1er juillet et le 30 août, il doit être maintenu jusqu'au 30 septembre inclus.

16.5. Date de la réunion de concertation.

Si le nombre de réclamants est supérieur ou égal à 25, l'administration communale doit organiser une réunion de concertation le vingt-et-unième jour suivant l'expiration du délai d'affichage.

L'avis d'enquête doit mentionner la date, l'heure et le lieu de la réunion qui se tiendra éventuellement.

Le comptage des vingt-et-un jours après l'expiration du délai d'affichage est lui aussi interrompu en juillet et en août.

La date réelle du jour de la réunion de concertation est donc déterminée comme suit, en partant du dernier jour de l'affichage obligatoire, fixé dans le paragraphe précédent :

En général, la date de la réunion est : la date du dernier jour de l'affichage obligatoire + vingt-et-un jours.

Si le dernier jour de l'affichage obligatoire tombe entre le 10 et le 30 juin, la date de la réunion est : la date du dernier jour de l'affichage obligatoire + quatre-vingt-trois jours.

Si la date de la réunion tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, la réunion de concertation est reportée au premier jour ouvrable suivant.

17. Réunion de concertation

Article 45 de l'arrêté : « Lorsque le nombre de réclamants dépasse vingt-cinq, l'administration communale organise une réunion de concertation. »

A noter que l'annexe IV de l'arrêté, qui reproduit l'avis d'enquête, contient la phrase suivante :

« Si le nombre de personnes ayant introduit les observations ou réclamations est inférieur à 25, la réunion de concertation sera annulée. »

Ceci n'est pas conforme au texte de l'article 45. Afin d'éviter toute contestation, nous prions les administrations communales d'organiser une réunion de concertation dès que le nombre de réclamants atteint 25.

Les réclamations à considérer sont celles qui ont été expédiées pendant la durée de l'affichage de l'avis d'enquête.

Pour dénombrer les réclamants, il convient de tenir compte de tous les signataires des réclamations ou observations reçues, même si ceux-ci ont apposé leur signature au bas d'un courrier unique, pour autant que chacun de ces signataires ait indiqué ses nom et adresse complète.

L'article 46 de l'arrêté définit les personnes qui peuvent y prendre part :

— au maximum 9 représentants de l'autorité (mandataires publics compétents, cabinets, administrations, représentants du collège échevinal);

— au maximum 9 représentants ou experts des réclamants;

— au maximum 9 représentants du demandeur;

— l'auteur de l'étude d'incidences;

— au maximum 2 membres du C.W.E.

L'administration communale adresse les invitations aux représentants des administrations concernées.

Le procès-verbal de la réunion de concertation est établi par l'autorité compétente, conformément à l'article 50 de l'arrêté.

La réunion de concertation ne doit pas forcément déboucher sur un accord entre les participants. Il s'agit d'échanger les points de vue et, dans le meilleur des cas, de s'efforcer de les concilier. De toute façon, l'autorité qui prend la décision finale n'est pas tenue par le résultat de la concertation.

18. Rapport d'incidences

Le rapport d'incidences est rédigé par l'administration compétente.

Le contenu de ce rapport est détaillé à l'article 53 de l'arrêté. Il comprend notamment les conclusions de l'administration. Il s'agit là d'une synthèse mettant en évidence l'ensemble des éléments apparus lors de la procédure d'évaluation, tels que :

— l'étude d'incidences;

— les résultats de l'enquête publique;

— le procès-verbal de la réunion de concertation éventuelle;

— l'avis du C.W.E. et, le cas échéant, de la C.C.A.T. ou de la C.R.A.T.

Le rapport d'incidences ne contient pas l'avis de l'administration en ce qui concerne l'opportunité du projet.

Ce rapport ne constitue donc pas la proposition de l'administration quant à la décision à prendre par l'autorité.

Conformément à l'article 54 de l'arrêté, l'administration compétente adresse ce rapport d'incidences :

- à l'autorité compétente;
- au demandeur d'autorisation;
- à l'auteur de l'étude d'incidences;
- à l'administration communale;
- aux participants à la réunion de concertation, si celle-ci a dû être organisée.

L'administration communale assure la consultation publique du rapport d'incidences, conformément à l'article 55 de l'arrêté.

Le délai de trente jours dont dispose l'administration pour remettre le rapport d'incidences est un délai d'ordre et non un délai de rigueur.

L'établissement du rapport d'incidences reste obligatoire, même si ce délai n'est pas respecté. C'est une formalité substantielle de la procédure, devant intervenir avant la décision de l'autorité.

Lorsqu'une seule étude d'incidences a été réalisée, les modalités d'élaboration du rapport d'incidences sont les suivantes :

- Permis de bâtir et de lotir requis en vertu des articles 41, 45 et 53 du C.W.A.T.U.P. : le fonctionnaire délégué, tel que défini à l'article 196 du C.W.A.T.U.P., recueille l'avis du centre extérieur concerné de la D.P.P.G.S.S. pour les matières qui relèvent de la compétence de la D.G.R.N.E.
- Permis d'extraction de carrière et concession de mine : le centre extérieur concerné de la D.P.P.G.S.S. recueille l'avis de la direction provinciale de la D.G.A.T.L. concernée.
- Permis de valorisation de terrils : la direction provinciale de la D.G.A.T.L. et le centre extérieur de la D.P.P.G.S.S. concernés établissent un rapport d'incidences commun et cosigné, chaque service étant responsable pour les matières qui relèvent de ses compétences.
- Procédure d'évaluation unique sollicitée par le demandeur en application du chapitre III de l'arrêté : la direction provinciale de la D.G.A.T.L. et le centre extérieur de la D.P.P.G.S.S. établissent un rapport d'incidences commun et cosigné, chaque service étant responsable pour les matières qui relèvent de ses compétences.

19. Reprise de la procédure habituelle

La publication du rapport d'incidences clôture la procédure d'évaluation des incidences du projet sur l'environnement.

Les avis des différentes administrations, prescrits par les réglementations particulières, interviennent ensuite selon la procédure habituelle.

C'est à ce stade que l'administration compétente soumet à l'autorité une proposition de décision motivée, accompagnée le cas échéant des conditions d'exploitation qu'il conviendrait d'imposer.

20. Affichage de la décision

Lorsqu'une étude d'incidences a été réalisée, l'affichage de la décision finale doit durer trente jours. Ce délai n'est pas suspensif des délais de recours prévus dans d'autres réglementations.

Il est recommandé aux administrations communales de mentionner clairement le délai de recours sur l'affiche annonçant la décision.

21. Mesures transitoires

L'arrêté de l'E.R.W. du 31 octobre 1991 ne prévoit pas d'autres mesures transitoires que celles relatives aux renouvellements d'autorisations. Il est donc d'application au 2 décembre 1991. Les formalités accomplies sous l'empire de l'ancien arrêté (19 juillet 1990) sont valables.

Les formalités futures sont à poursuivre dans le respect de l'arrêté du 31 octobre 1991.

Article 62. Cet article aborde le cas des exploitations dont l'autorisation arrive à terme et pour lesquelles une demande de renouvellement est introduite dans les cinq ans à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté du 31 octobre 1991.

Compte tenu de la longueur de la procédure d'octroi d'une autorisation, lorsqu'une étude d'incidences est imposée, l'E.R.W. a prévu une possibilité de prolongation temporaire d'autorisation devant permettre au demandeur de rester en règle d'autorisation pendant que se réalise la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement.

L'autorité compétente peut décider de prolonger l'autorisation concernée, pour une durée de deux ans maximum.

Cette décision éventuelle interviendra donc, sur base de la demande de renouvellement accompagnée de la notice, en même temps ou après la décision d'imposer la réalisation d'une étude d'incidences, et uniquement dans ce cas.

Remarque : En matière d'urbanisme, cette disposition ne s'applique qu'aux permis à durée limitée définis à l'article 41, § 3, du C.W.A.T.U.P. et non aux demandes de renouvellement telles que prévues à l'article 49, alinéa 2, du C.W.A.T.U.P.

Dans les cas qui pourraient être concernés par cette mesure, l'avis de l'administration sur l'opportunité de faire réaliser une étude d'incidences sera, lorsque cet avis est positif, accompagné spontanément d'un avis sur l'opportunité de prolonger l'autorisation existante pendant une durée transitoire.

Cette décision de prolongation ne requiert aucune consultation publique ni aucun autre avis.

Il en résulte que certains établissements classés seront autorisés pour une durée totale pouvant dépasser trente ans. Cet article 62 de l'arrêté constitue donc en ce sens une modification du R.G.P.T.

La procédure « Etude d'incidences » suivra son cours pendant cette période, sur base de la demande introduite.

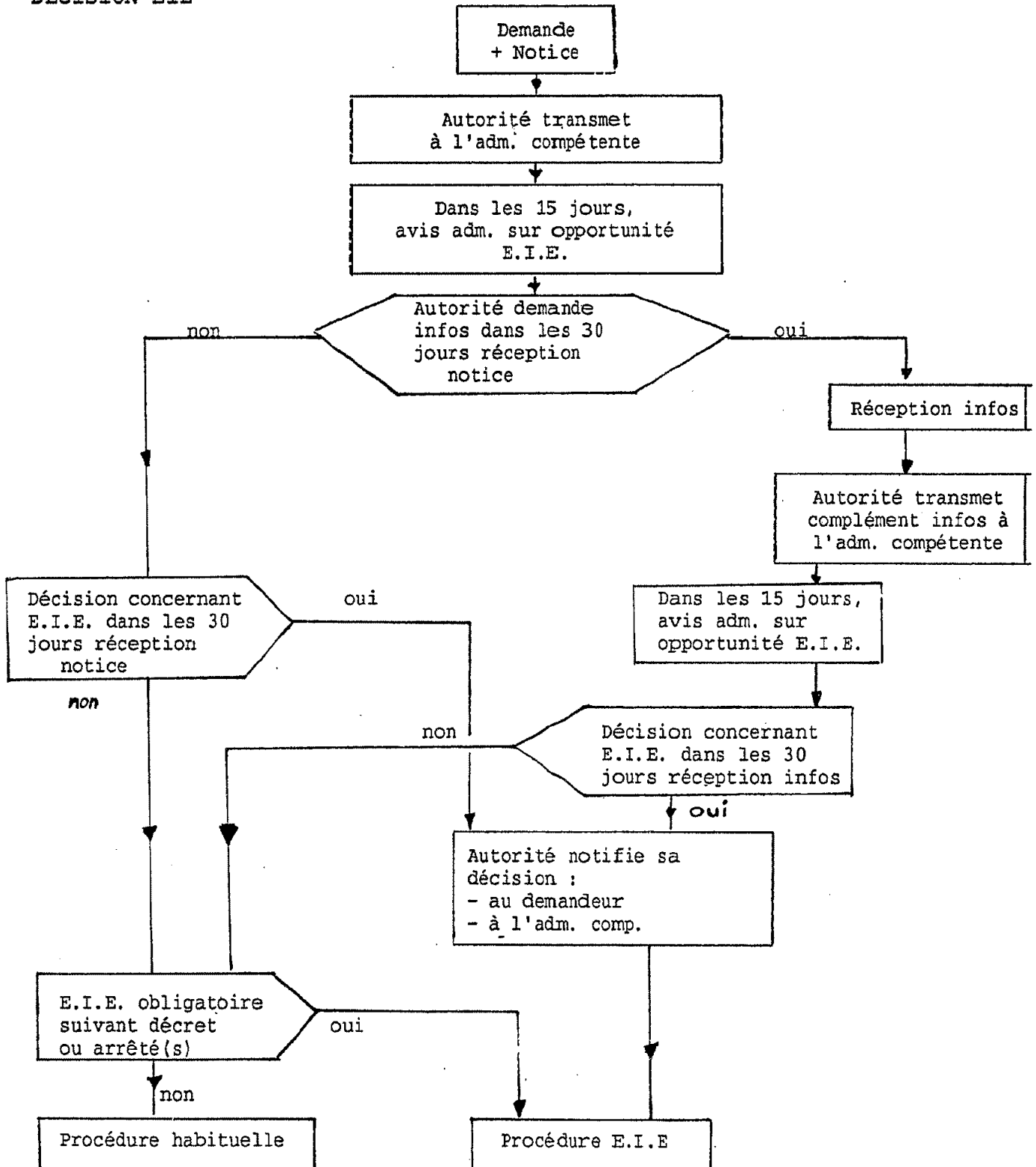
Bien que le texte ne soit pas formel à ce sujet, il est souhaitable que le terme de la prolongation ainsi accordée ne dépasse pas la fin de la période transitoire de cinq ans, soit ne dépasse pas le 2 décembre 1996.

En effet, cette période de cinq ans est largement suffisante à tout demandeur d'un renouvellement pour introduire sa notice, faire réaliser une E.I.E. le cas échéant et obtenir une décision de l'autorité.

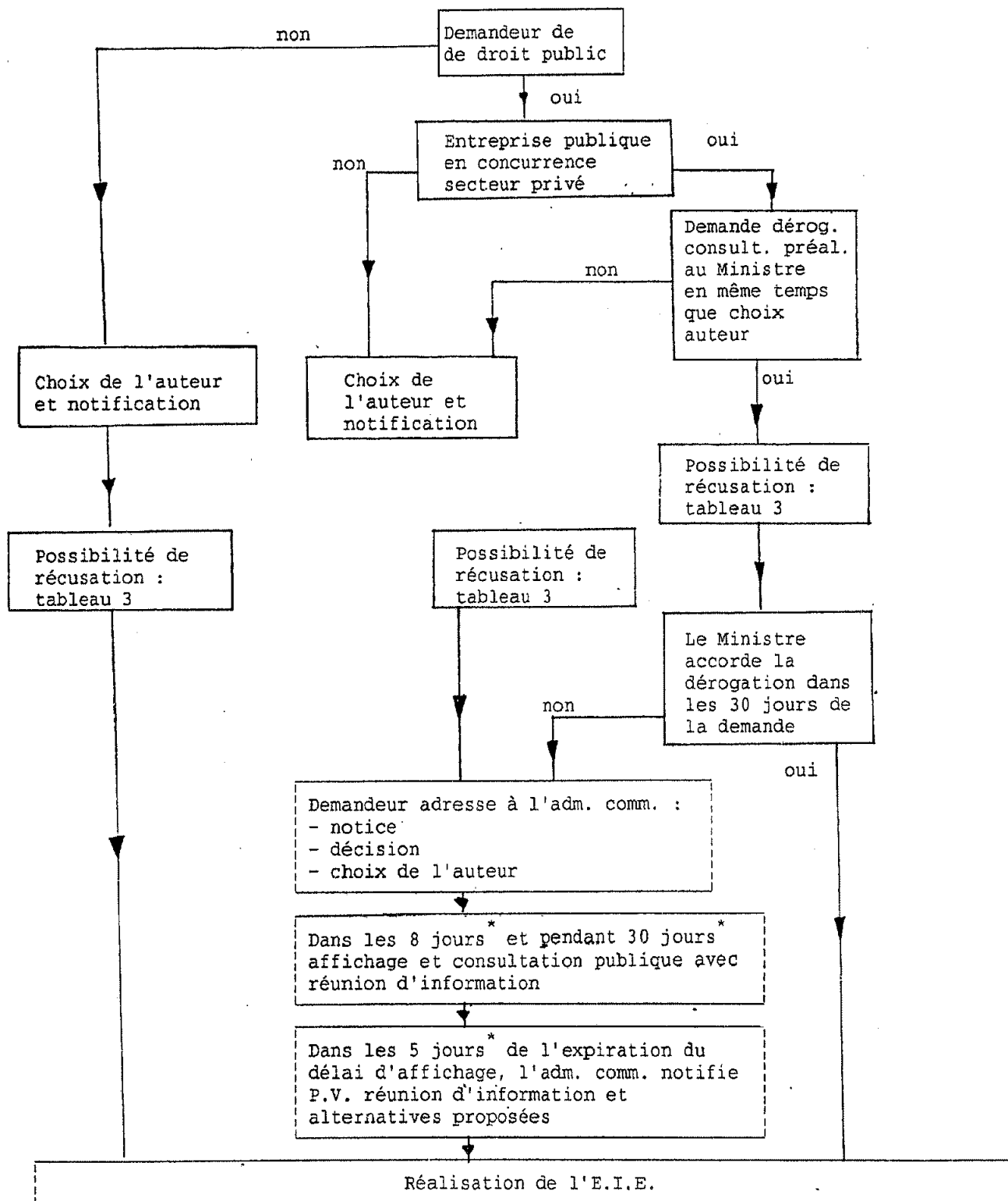
Le directeur général
de l'Administration de l'Aménagement du Territoire
et du Logement,
D. Sarlet.

Le directeur général f.f.
de l'Administration des Ressources naturelles
et de l'Environnement,
Ir. A.M. Prive.

DEMANDE
DECISION EIE

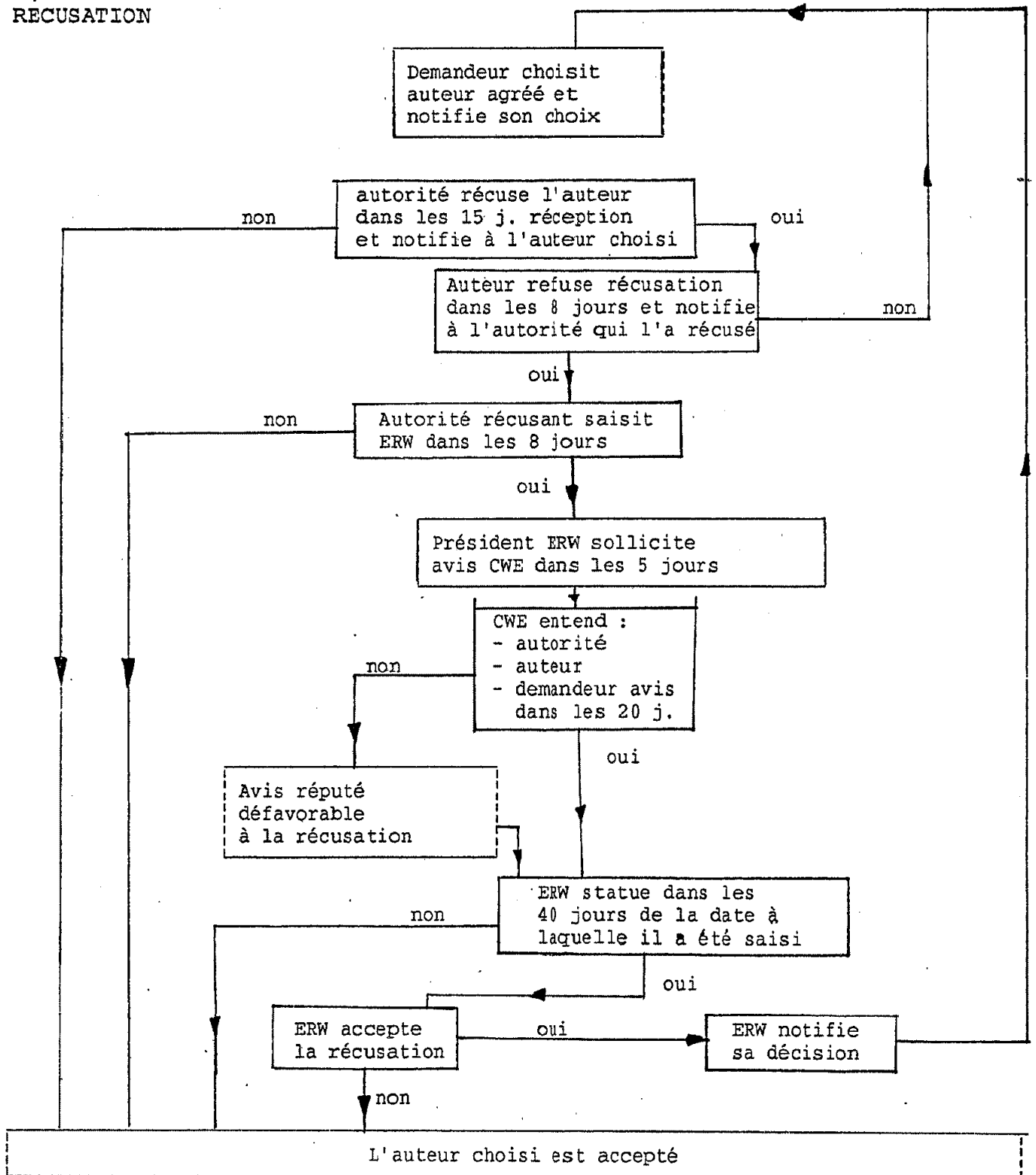


DEMANDEUR PUBLIC

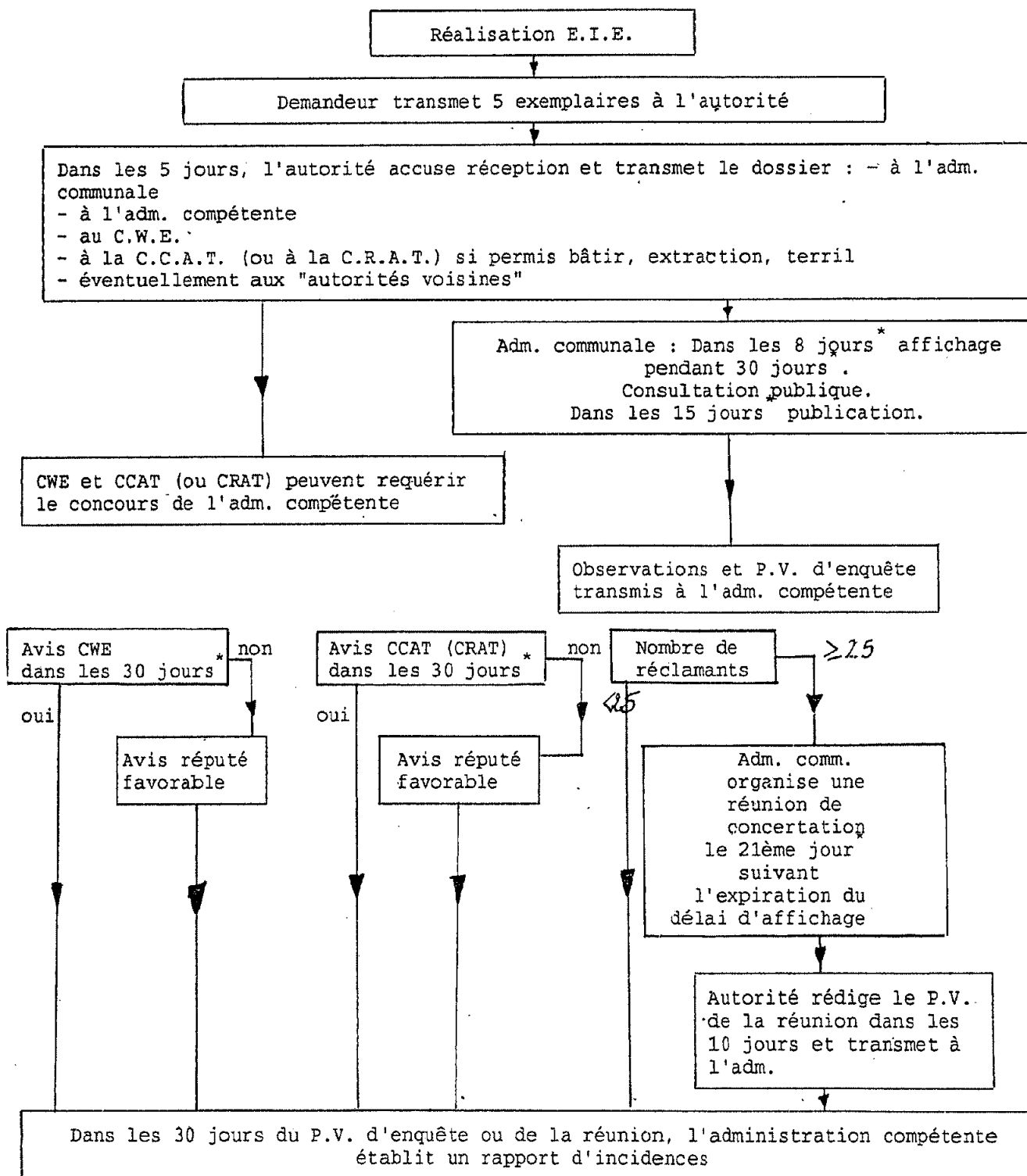


* Délais suspendus en juillet et août.

RÉCUSATION



ENQUETE PUBLIQUE



* Délais suspendus en juillet et en août.

DECISION

Adm. transmet le rapport d'incidences :

- autorité
- demandeur
- auteur E.I.E.
- adm. comm.
- partic. réunion

Adm. comm. affiche publicité du rapport d'incidences pendant 15 jours + consultation

Fin de la procédure d'évaluation des incidences

Procédure habituelle d'instruction, comprenant les différents avis requis par les législations particulières

Décision de l'autorité

Notification au demandeur

Notification à l'adm. comm.

Dans les 15 jours, l'adm. comm. affiche pendant 30 jours avec consultation de la décision

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

12. FEBRUAR 1992. — Rundschreiben Nr. 66 über die Modalitäten der Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Durchführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region

An die Herren Vorsitzenden der Ständigen Ausschüsse der Provinzialräte.
An die Herren Bürgermeister der Wallonischen Städte und Gemeinden.

INHALTSVERZEICHNIS

Nr.	Rubrik	Seite(n)
1.	Gegenstand	3
2.	Tragweite dieses Rundschreibens	3-4
3.	Abkürzungen	4
4.	Ziele des Verfahrens zur Bewertung der Ein- und Auswirkungen	5
5.	Inkrafttreten	5
6.	Zuständige Verwaltung	6-7-8
7.	Der Antrag und die Notiz	8-9
8.	Gutachten der Verwaltung auf Antrag und die Notiz	10-11
9.	Anwendung des Systems für die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt ...	11-12-13
10.	Einziges Bewertungssystem, wenn mehrere Genehmigungen erforderlich sind	14
11.	Wahl des Umweltverträglichkeitsprüfers	14-15-16
12.	Ablehnung des gewählten Prüfers	16
13.	Ausführung und Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung	16-17
14.	Öffentliche Untersuchung und Gutachten	17-18
15.	Zusammenarbeit der Verwaltung mit dem W.R.U., dem B.K.A.R. oder dem R.R.B.	18
16.	Die Fristen bei der Anhörung der Öffentlichkeit	18-19
17.	Konzertierungsversammlung	20
18.	Bericht über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt	21-22
19.	Fortsetzung des gewöhnlichen Verfahrens	22
20.	Aushang des Beschlusses	22
21.	Übergangsmaßnahmen	23-24

1. Gegenstand

Das Dekret vom 11. September 1985, das in Anwendung der EWG-Richtlinie vom 27. Juni 1985 verabschiedet worden ist, regelt das Prinzip einer Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt, wenn ein Genehmigungsantrag im Sinne dieses Dekrets eingereicht wird.

Ein Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Durchführung des Dekrets ist am 10. Dezember 1987 verabschiedet worden und durch den Staatsrat annulliert worden.

Ein zweiter Erlaß vom 19. Juli 1990 ist daraufhin verabschiedet worden. Ein Rundschreiben des Herrn Ministers Liénard vom 1. März 1991 hat für die Städtebauakten eine inoffizielle kurze Zusammenfassung übermittelt, die den Gemeindeverwaltungen helfen soll, den Bestimmungen dieses Erlasses vom 19. Juli 1990 nachzukommen.

Ein Rundschreiben des Herrn Ministers Lugten vom 18. Juni 1990 ist ebenfalls diesbezüglich verteilt worden.

Durch den Erlaß vom 31. Oktober 1991 regelt die Wallonische Regionalexekutive das Problem der Ausführung dieses Dekrets vom 11. September 1985. Dieser Erlaß ersetzt also sämtliche (offizielle und inoffizielle) Maßnahmen, die vorher beschlossen worden sind.

Der Inhalt der vorerwähnten einschlägigen Rundschreiben ist fortan nicht mehr zu berücksichtigen, und die betreffenden Behörden müssen sich nach den Bestimmungen dieses neuen Erlasses, die im vorliegenden Rundschreiben erläutert werden, richten.

2. Tragweite dieses Rundschreibens

Vorliegendes Rundschreiben hat das Ziel, den betreffenden Verwaltungen Erläuterungen zu der Anwendung des vorerwähnten Erlasses in folgenden Angelegenheiten zu geben :

- die Bau- und Erschließungsgenehmigungen;
- die Genehmigungen in bezug auf klassierten gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Betriebe;
- die Gewinnungsberechtigungen für Steinbrüche;
- die Bergwerkskonzessionen;
- die Genehmigungen zur Erschließung von Halden;
- die Genehmigungen bezüglich der überwachten Deponien, der Abfallagerungen und Abfallaufbereitungsanlagen;
- die Genehmigungen in bezug auf die permanenten Motorsportrennstrecken.

Es handelt sich also um die Akten, die in Artikel 3 des Erlasses vom 31. Oktober 1991 genauer aufgeführt sind.

Das Verfahren für die Bewertung der Ein- und Auswirkungen eines Projektes auf die Umwelt wird nachstehend erläutert.

Der Leser sollte sich jedoch auf das Dekret vom 11. September 1985 und auf den Erlaß der W.R.E. vom 31. Oktober 1991 beziehen.

Die beiliegenden Tabellen 1 bis 5 werden die Befolgung des Verlaufs des Verfahrens erleichtern.

Dieses Rundschreiben soll die Fragen beantworten, die bei der praktischen Anwendung des Verfahrens auftreten könnten.

3. Abkürzungen

- W.R.E. : Wallonische Regionalexekutive.
 G.D.N.S.U. : Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region.
 G.D.R.W. : Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens.
 A.V.U.N.U. : Abteilung Verhütung der Umweltschäden und Nutzung des Untergrunds der G.D.N.S.U.
 U.V.P. : Umweltverträglichkeitsprüfung.
 W.R.U. : Wallonischer Rat für die Umwelt.
 B.K.R.A. : Beratender Kommunalen Raumordnungsausschuß.
 R.R.B. : Regionaler Raumordnungsbeirat.
 W.G.R.S.E. : Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe.
 A.A.O. : Allgemeine Arbeitsschutzordnung.

Das Dekret : Das Dekret vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region.

Der Erlaß : Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Durchführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region.

4. Ziele des Verfahrens zur Bewertung der Ein- und Auswirkungen

Durch diese Rechtsvorschriften sollen die privaten oder öffentlichen Projekte, die den in Artikel 3 des Erlasses vorgesehenen Bedingungen unterliegen, einem System unterworfen werden, bei dem ihre direkten oder indirekten kurzfristigen, mittelfristigen und langfristigen Auswirkungen auf :

- den Menschen, die Pflanzen- und die Tierwelt;
- den Boden, das Wasser, die Luft, das Klima und die Landschaft;
- die Wechselwirkung zwischen den in den ersten und in den zweiten Gedankenstrich erwähnten Faktoren;
- die materiellen Güter und das Kulturerbe,

bewertet werden.

Diese Bewertung wird bei der Beschlußfassung berücksichtigt.

Laut Artikel 2 des Dekrets muß :

« Die Bewerkstelligung der vorgesehenen Verfahren hauptsächlich bezwecken :

- die Qualität der Lebensverhältnisse und der Lebensbedingungen der Bevölkerung zu schützen und zu verbessern, um ihr eine gesunde, sichere und angenehme Umwelt zu gewährleisten;
- das Lebensmilieu und die Naturschätze so zu bewirtschaften, daß deren Qualität aufrechterhalten bleibt und deren Möglichkeiten rationell und sinnvoll genutzt werden;
- zwischen den menschlichen Bedürfnissen und der Umwelt ein Gleichgewicht zu schaffen, das der gesamten Bevölkerung ermöglicht, dauerhaft angemessene Lebensverhältnisse und -bedingungen zu genießen. »

Die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt besteht im Grunde genommen aus einer Reihe von neuen Verfahren, die sich in die gewöhnlichen Genehmigungsverfahren einfügen oder sie ersetzen.

5. Inkrafttreten

Der Erlaß der W.R.E. vom 31. Oktober 1991 ist im *Belgischen Staatsblatt* vom 22. November 1991 veröffentlicht worden und zehn Tage nach dieser Veröffentlichung, d.h. am 2. Dezember 1991, in Kraft getreten.

6. Zuständige Verwaltung

Diese muß hauptsächlich folgende Aufgaben ausführen :

- ein Gutachten darüber abgeben, ob es zweckmäßig ist, eine Umweltverträglichkeitsprüfung aufzuerlegen, wenn sie nicht obligatorisch ist (Art. 8 des Erlasses);
 - dem W.R.U., dem B.K.R.A. oder dem R.R.B. ihre Unterstützung leihen, wenn diese erforderlich ist (Art. 38 des Erlasses);
 - gegebenenfalls an der Konzertierungsversammlung teilnehmen (Art. 46 des Erlasses);
 - den Bericht über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt erstellen (Art. 52 des Erlasses).
- Die zuständige Verwaltung wird in Artikel 1 Nr. 4 des Erlasses definiert.

Folgende Definitionen müssen berücksichtigt werden :

6.1. Für die aufgrund von Titel I Kapitel I der A.A.O., wenn es um folgende Betriebe geht :

6.1.1. Um Betriebe der Klasse 2 der Liste A; die zuständige Verwaltung ist die Dienststelle der Gemeindeverwaltung, die mit der Bearbeitung der Akte beauftragt ist und die dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium untersteht.

Diese Bestimmung befreit das Bürgermeister- und Schöffenkollegium nicht von der Pflicht, das Gutachten des betreffenden Außendienstes der A.V.U.N.U. in bezug auf die Bestimmung der Betriebsbedingungen einzuholen.

6.1.2. Um Betriebe der Klasse 1 oder der Klasse 2 der Liste B; die zuständige Verwaltung ist der betreffende Außendienst der A.V.U.N.U.

6.2. Für die Baugenehmigungen und die Erschließungsgenehmigungen, die aufgrund der Artikel 41, 45 und 53 des W.G.R.S.E. erforderlich sind, ist die zuständige Verwaltung folgende :

6.2.1. Für die Anwendung von Kapitel IV des Erlasses über die Notiz über die vorherige Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt (Art. 8 und 9 des Erlasses) ist die zuständige Verwaltung diejenige, die direkt von der Behörde abhängt, die sich mit der Akte befaßt.

Es können zwei Fälle vorkommen :

* wenn der Antrag aufgrund der Artikel 41, 45 § 2 und 53 des W.G.R.S.E. beim Bürgermeister- und Schöffenkollegium eingereicht wird, ist die Gemeindeverwaltung die zuständige Verwaltung;

* wenn der Antrag aufgrund von Artikel 45 § 1 des W.G.R.S.E. bei der W.R.E. oder ihrem Beauftragten eingereicht wird, ist die G.D.R.W. die zuständige Verwaltung.

6.2.2. Wenn eine Umweltverträglichkeitsprüfung dann in Anwendung der Kapitel VI bis IX des Erlasses erstellt wird, ist der bevollmächtigte Beamte im Sinne von Artikel 196 des W.G.R.S.E. die zuständige Verwaltung.

6.3. Für die aufgrund des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche erforderlichen Gewinnungsberechtigungen ist der betreffende Außendienst der A.V.U.N.U. die zuständige Verwaltung.

6.4. Für die aufgrund des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben erforderlichen Bergwerkskonzessionen ist der betreffende Außendienst der A.V.U.N.U. die zuständige Verwaltung.

6.5. Für die aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden erforderlichen Genehmigungen zur Erschließung von Halden sind der betreffende Außendienst der A.V.U.N.U. und die für die Provinz zuständige Direktion der G.D.R.W. die zuständige Verwaltung.

6.6. Für die aufgrund von Artikel 19 des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle erforderlichen Genehmigungen in bezug auf die Ansiedlung und die Betreibung einer überwachten Deponie ist die Dienststelle für die Abfallbehandlung des Wallonischen Regionalen Amtes für Abfälle die zuständige Verwaltung.

6.7. Für die aufgrund von Artikel 19 des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle erforderlichen Genehmigungen in bezug auf die Ansiedlung und die Betreibung einer Abfallagerung oder einer Abfallaufbereitungsanlage ist der betreffende Außendienst der A.V.U.N.U., der das Gutachten des Wallonischen Regionalen Amtes für Abfälle einholt, die zuständige Verwaltung.

6.8. Für die Genehmigungen in bezug auf die ständig für die Veranstaltung von Rennen, Trainings und Testfahrten von Kraftfahrzeugen benutzten Rennstrecken oder Gelände, die aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. Juni 1976 zur Regelung der Veranstaltung von Rennen, Trainings und Testfahrten von Kraftfahrzeugen erforderlich sind, ist der betreffende Außendienst der A.V.U.N.U. die zuständige Verwaltung.

Wenn das Projekt Aspekte in Zusammenhang mit dem Schutz des Oberflächenwassers, des Grundwassers oder der Natur und der Wälder aufweist, fordert die A.V.U.N.U. die Zusammenarbeit oder das Gutachten der Abteilung Wasser, der Abteilung Natur und Forstwesen bzw. des Wallonischen Regionalen Amtes für Abfälle an.

In bezug auf das Verfahren zur Zulassung der Umweltverträglichkeitsprüfer zieht der Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt die G.D.R.W. hinzu, wenn der Antrag eine der ersten vier in Artikel 10 des Erlasses erwähnten Kategorien betrifft.

7. Der Antrag und die Notiz

Der Genehmigungsantrag wird in Anwendung der in Artikel 3 des Erlasses aufgeführten spezifischen Rechtsvorschriften bei der zuständigen Behörde eingereicht.

Jeder Genehmigungsantrag muß eine Notiz über die vorherige Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt enthalten.

In folgenden Fällen bildet die vollständige Antragsakte die Notiz; es handelt sich um Anträge in bezug auf :

- die Genehmigungen zur Erschließung von Halden;
- die Genehmigungen bezüglich der überwachten Deponien;
- die Bergwerkskonzessionen;
- die Gewinnungsberechtigungen für Steinbrüche.

In den anderen Fällen muß die Akte eine getrennte vorherige Notiz in zweifacher Ausfertigung enthalten; es handelt sich um Anträge in bezug auf :

- die aufgrund von Titel I Kapitel I der A.A.O. erforderlichen Genehmigungen;
- die Bau- und Erschließungsgenehmigungen;
- die Genehmigungen bezüglich der Abfallagerungen oder Abfallaufbereitungsanlagen;
- die Genehmigungen bezüglich der permanenten Motorsportgelände.

Derjenige, der den Genehmigungsantrag einreicht, faßt die vorherige Bewertungsnotiz ab bzw. läßt sie von der Person seiner Wahl abfassen.

Das Dekret definiert die Notiz als « das Dokument, das die ökologischen Hauptparameter des Projektes zusammenfaßt ».

Durch dieses Dokument soll vor allem der zuständigen Behörde die Möglichkeit gegeben werden nachzuprüfen, ob eine Umweltverträglichkeitsprüfung ausgeführt werden muß.

Die Form und der Inhalt der vorherigen Bewertungsnotiz werden in Anlage I zum Erlaß bestimmt.

Die Notiz umfaßt hauptsächlich :

- die geographische und administrative Lage des Projektes;
- eine Beschreibung des Projektes;
- eine Untersuchung der vorhersehbaren Auswirkungen auf die Umwelt;
- die Maßnahmen, die vorgesehen sind, um die negativen Auswirkungen zu mildern.

Es muß hervorgehoben werden, daß jeder Antrag auf Bau- oder Erschließungsgenehmigung in Sachen Städtebau und Raumordnung den Gegenstand einer vorherigen Bewertungsnotiz bilden muß, deren Inhalt unbedingt mit Anlage I Lit. c zum Erlaß übereinstimmen muß, andernfalls wird die Akte für unvollständig befunden.

In bezug auf die städtebaulichen Akten können die verschiedenen Auswirkungen, die ein Projekt auf die Umwelt haben kann, mittels Anlage I Lit. c zum Erlaß ermessen werden.

Wenn gewisse Genehmigungsanträge keine systematische Antwort auf alle in dieser Anlage aufgeführten Fragen rechtfertigen, sollten die betreffenden Verwaltungen die Antragsteller bitten, das gesamte Formular für die Fragen, die das Projekt nicht eigens betrifft, z.B. mit dem Vermerk « unzutreffend » auszufüllen.

Artikel 8 des Erlasses sieht vor, daß die Behörde die Notiz an die zuständige Verwaltung weiterleitet. Die zuständige Behörde muß aber auch unbedingt eine Kopie des Antrags und aller ihm beigefügten Dokumente übermitteln. Die zuständige Behörde muß nämlich unbedingt den genauen Gegenstand des Antrags kennen, um sich über die Qualität der Notiz und über die Zweckmäßigkeit einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu äußern.

8. Gutachten der zuständigen Verwaltung auf Antrag und die Notiz

Dieses Gutachten holt die Behörde bei der zuständigen Verwaltung im Sinne von Nr. 6 dieses Rundschreibens ein.

Es umfaßt :

- ein Gutachten über die Notwendigkeit bzw. die Zweckmäßigkeit einer Umweltverträglichkeitsprüfung;
- gegebenenfalls ein Gutachten über die Anforderungen in bezug auf ihren Inhalt;
- die Rubrik(en) von Artikel 10 des Erlasses, für die der Umweltverträglichkeitsprüfer zugelassen sein sollte;
- wenn die Antragsakte sich als unvollständig erweist oder nicht genügend (Antrag, Notiz, Pläne) detailliert ist, schlägt die Verwaltung der Behörde vor, zusätzliche Informationen zu verlangen;
- wenn die Akte solche Lücken aufweist, daß die Verwaltung nicht imstande ist, ein Gutachten über die Zweckmäßigkeit einer Umweltverträglichkeitsprüfung abzugeben, erfolgt dieses Gutachten dann erst nach Eingang der zusätzlichen Informationen;
- wenn die Verwaltung im Falle der in Artikel 62 des Erlasses vorgesehenen Verlängerungen die Ausföhrung einer Umweltverträglichkeitsprüfung vorschlägt, enthält das Gutachten einen Punkt über die Zweckmäßigkeit, die bestehende Genehmigung während einer Übergangszeit zu verlängern (siehe weiter unten : Nr. 21, Übergangsmaßnahmen);
- bei Anträgen für Deponien wird dieses Gutachten im Rahmen der in Artikel 5 § 3 des Erlasses der W.R.E. vom 23. Juli 1987 bezüglich der überwachten Deponien vorgesehenen Erklärung der Zulässigkeit der Akte abgegeben.

Wenn die zuständige Verwaltung der Behörde vorschlägt, eine Umweltverträglichkeitsprüfung vorzuschreiben, die nicht aufgrund von Artikel 9 des Erlasses obligatorisch ist, muß dieses Gutachten eigens mit Gründen versehen werden, damit die Behörde ihren Beschluß gemäß diesem Artikel 9 begründen kann.

Wenn die zuständige Verwaltung im Rahmen eines Antrags auf Bau- bzw. Erschließungsgenehmigung der Ansicht ist, eine Umweltverträglichkeitsprüfung müsse vorgeschrieben werden, oder wenn diese in Anwendung des Erlasses von Rechts wegen erforderlich ist, sollte sie sich an den bevollmächtigten Beamten des Städtebaus wenden, um den Inhalt und die Modalitäten dieser Prüfung zu bestimmen.

Der bevollmächtigte Beamte holt seinerseits das Gutachten des betreffenden Außendienstes der A.V.U.N.U. ein für die Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich der G.D.N.S.U. fallen.

Im Rahmen eines Genehmigungsantrags für die Erschließung einer Halde schließen der Außendienst der A.V.U.N.U. und die für die Provinz zuständige Direktion der G.D.R.W. sich zusammen, um ein gemeinsames Gutachten abzugeben.

Wenn der Außendienst der A.V.U.N.U. bei der Abgabe eines Gutachtens über einen Antrag und eine Notiz in bezug auf eine Gewinnungsberechtigung für einen Steinbruch oder in bezug auf eine Bergwerkskonzession die Ausföhrung einer Umweltverträglichkeitsprüfung vorschlägt oder wenn diese Prüfung obligatorisch ist, wendet er sich an die für die Provinz zuständige Direktion der G.D.R.W. für den Inhalt und die Modalitäten dieser Prüfung in bezug auf die Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich dieser Direktion fallen.

9. Anwendung des Systems für die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt

Gewisse Projekte unterliegen dem ganzen System für die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt. Sie sind in Artikel 9 des Erlasses, ergänzt durch Anlage II, bestimmt worden.

Für die anderen Projekte kann eine Umweltverträglichkeitsprüfung von der zuständigen Behörde vorgeschrieben werden. Diese Entscheidung erfolgt binnen dreissig Tagen nach Eingang der Notiz oder der eventuell verlangten zusätzlichen Auskünfte. Nach Ablauf dieser Frist geht man davon aus, daß das Projekt nach Ansicht der Behörde nicht den Gegenstand des restlichen Bewertungsverfahrens zu bilden braucht.

Die Behörde schreibt die Erstellung einer Umweltverträglichkeitsprüfung vor, wenn sie der Ansicht ist, daß das Projekt aufgrund der Notiz und des Gutachtens der zuständigen Verwaltung erhebliche Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt haben könnte.

9.1. Wichtige Bemerkung.

Jedes Projekt im Sinne von Artikel 9 des Erlasses, der die Projekte bestimmt, die von Rechts wegen einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen, muß unbedingt den Gegenstand des ganzen Bewertungsverfahrens (mit Prüfung) bilden, selbst wenn die Behörde diese Auflage nicht in der vorgesehenen Frist von dreissig Tagen mitteilt.

Die Behörde muß den Inhalt und die Modalitäten der Umweltverträglichkeitsprüfung aufgrund von Artikel 13 des Dekrets im Verhältnis zu der Bedeutung und der Art der Aus- und Nachwirkungen des Projektes auf die Umwelt bestimmen, ob die Prüfung nun von Rechts wegen erforderlich ist oder von ihr vorgeschrieben wird.

9.2. Für die Raumordnung spezifische Genehmigungsanträge.

In Sachen Städtebau sind hauptsächlich folgende Projekte durch Artikel 9 des Erlasses betroffen :

1. Die Golfplätze.

2. Die Erschließungen im Sinne von Artikel 254 des W.G.R.S.E., und zwar :

a) die Anträge auf Erschließungsgenehmigung für eine Fläche von 3 Ha und mehr;

b) die Anträge auf Erschließungsgenehmigung für die Errichtung von Wohnblocks, während es in der Umgebung hauptsächlich Einzelhäuser gibt.

3. Die Feriendörfer, Wochenendwohnparks und Campingplätze...

Bemerkung : Für die Feriendörfer wird die Prüfung ab der Einreichung des Vorprojektes und nicht ab der Einreichung des Antrags auf Erschließungsgenehmigung vorgenommen.

9.3. Erweiterungen.

Artikel 9 des Erlasses schreibt die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung für gewisse Kategorien von Projekten vor, und zwar bei der Erstellung eines neuen Projektes, bei der Verlängerung einer Genehmigung in bezug auf eine bestehende Anlage, aber auch bei gewissen Erweiterungen. Dieser Punkt muß mit Bezug auf Anlage II erläutert werden.

9.3.1. Projekte, die an einen Mindestschwellenwert geknüpft sind.

Gewisse Rubriken von Anlage II beziehen sich auf einen Schwellenwert, ab dem ein Projekt unbedingt einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterworfen werden muß.

Je nach den Tätigkeiten kann der berücksichtigte Parameter die Anzahl gehaltener Zucht- bzw. Masttiere, die Produktionsleistung, die Fläche des Betriebsgeländes, die Wärmeleistung eines Wärmekraftwerkes usw. sein.

Bei der « Kapazität » in Artikel 9 Lit. c des Erlasses ist dieser Parameter zu berücksichtigen.

Für die Tätigkeiten, die in diese Rubriken fallen, muß ein Erweiterungsantrag unbedingt den Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung bilden, wenn zwei Voraussetzungen gleichzeitig erfüllt sind :

— die Erhöhung des Parameters übersteigt 20 Pzt. seines ursprünglichen Wertes;

— nach Erweiterung übersteigt der Parameter den in Anlage II bestimmten Schwellenwert.

Für Flugplätze gibt Anlage II zum Erlaß an, daß jede Verlängerung der bestehenden Bahn über 1 200 Meter den Gegenstand einer U.V.P. bilden muß.

Für Seehandelshäfen sowie Schifffahrtswege für die Binnenschifffahrt, die Schiffen mit mehr als 1 350 Tonnen zugänglich sind, muß jede Vergrößerung des Profils eines Wasserlaufes, die die Änderung eines Bauwerks oder die Änderung der Ufer erfordert, den Gegenstand einer U.V.P. bilden, selbst wenn die Kapazität nicht um mehr als 20 Pzt. erhöht wird.

9.3.2. Tätigkeiten, die ohne Grenzschiwellenwert beschrieben sind.

Gewisse Tätigkeiten sind ohne Angabe eines Mindestschwellenwertes beschrieben worden. Dazu gehören z.B. Schlachthöfe, Zementfabriken, Golfplätze.

Für diese Tätigkeiten ist das gesamte Bewertungsverfahren obligatorisch, wenn die « Kapazität » durch die Erweiterung um mehr als 20 Pzt. erhöht wird.

Da der Begriff « Kapazität » nicht anders definiert wird, ist der Parameter zu berücksichtigen, der offensichtlich am meisten mit den Gefahren von Auswirkungen auf die Umwelt verbunden ist.

Diese Bestimmung gilt auch für die Erweiterungen von überwachten Deponien. Die in Artikel 3 Nr. 6 des Erlasses erwähnten Genehmigungen betreffen ebenfalls die Erweiterungen von Deponien.

In den angeführten Beispielen geht es also im Falle von Schlachthöfen und Zementfabriken um die Produktionsleistung und im Falle von Golfplätzen um die benutzte Fläche.

Die anderen Erweiterungen werden nicht als solche betrachtet, die unbedingt den Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung bilden müssen.

Zur Erinnerung, diese Prüfung kann immer vorgeschrieben werden, wenn die Behörde der Ansicht ist, das Projekt könne erhebliche negative Auswirkungen haben. Wenn es Zweifel über die Notwendigkeit einer Umweltverträglichkeitsprüfung gibt, muß letztere Regel angewandt werden. Der Vergleich mit ähnlichen Projekten der Liste kann als Richtschnur dienen.

Da die oben beschriebenen Bewertungen eher einen technischen Charakter aufweisen, sollten die zuständigen Verwaltungen ganz besonders auf die Erweiterungs- und Umbauprobeme achten. Für diese Anträge müssen die Verwaltungen die zuständigen Behörden ganz besonders über die Notwendigkeit oder die Zweckmäßigkeit einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterrichten.

10. Einziges Bewertungssystem, wenn mehrere Genehmigungen erforderlich sind

Der Antragsteller kann selbst entscheiden, ob ein einziges Bewertungssystem angewandt werden soll oder nicht.

Artikel 4 des Dekrets bestimmt nämlich, daß « ein einziges System für die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen vorgesehen wird, insofern es alle Aspekte der Genehmigungen betrifft, die zur Verwirklichung des Projektes unerlässlich sind ».

Andererseits bestimmt Artikel 4 des Erlasses, daß « die Einmaligkeit des Systems nur gilt, sofern der Antragsteller gleichzeitig eine einzige Notiz über die vorherige Bewertung bei den verschiedenen zuständigen Behörden einreicht ».

Das einzige Bewertungssystem ist jedoch kohärenter und sollte jedesmal angewandt werden, wenn für ein Projekt mehrere Genehmigungen erforderlich sind. In diesem Fall läßt der Antragsteller deutlich zeigen, daß er dieses einzige System beantragt.

Folgender Punkt sollte beachtet werden :

Wenn ein Projekt aufgrund von Artikel 9 des Erlasses einer Umweltverträglichkeitsprüfung von Rechts wegen unterliegt und wenn der Antragsteller für die verschiedenen erforderlichen Genehmigungen Anträge mit getrennten vorherigen Bewertungsnotizen einreicht, muß jede dieser Genehmigungen den Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung bilden.

Es muß hervorgehoben werden, daß die Behörden in Artikel 6 dieses Erlasses als zuständige Behörden für die Ausstellung der Genehmigungen zu verstehen sind.

11. Wahl des Umweltverträglichkeitsprüfers

Der Umweltverträglichkeitsprüfer wird unter den zugelassenen Prüfern in der für das Projekt geltenden Kategorie von Artikel 10 des Erlasses gewählt.

Wenn ein Projekt mehrere Kategorien von Artikel 10 des Erlasses betrifft, muß der gewählte Prüfer für alle vom Projekt betroffenen Kategorien zugelassen sein.

In allen Fällen muß für dieselbe Prüfung ein einziger Prüfer gewählt werden.

Dies gilt natürlich auch, wenn für dasselbe Projekt eine einzige Prüfung vor mehreren Entscheidungen erstellt wird.

Der Prüfer, der für die Durchführung einer Prüfung zugelassen ist, kann einer Drittperson einen Teil davon anvertrauen. Für die Verwaltung und die Behörde bleibt er der einzige Gesprächspartner und ist weiterhin für die gesamte Prüfung verantwortlich.

Die Wahl des zugelassenen Prüfers muß :

- der zuständigen Behörde;
- dem zuständigen Minister;
- dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, per Einschreiben, und
- dem Wallonischen Rat für die Umwelt,

durch ein gewöhnliches Schreiben mitgeteilt werden.

Die Liste der zugelassenen Umweltverträglichkeitsprüfer ist erhältlich :

- beim Sekretariat des Wallonischen Rates für die Umwelt, rue Saintraint 1b, in 5000 Namur;
- bei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, avenue Albert 1er 187, in 5000 Namur.

Sonderfälle :

- Steinbrüche.

Die Gewinnungsberechtigungen für Steinbrüche umfassen alle Raumordnungsaspekte in bezug auf diese Projekte.

Die Umweltverträglichkeitsprüfer, die für die Kategorie « Gruben und Steinbrüche » zugelassen sind, sind also auch für die Aspekte bezüglich der Raumordnung in bezug auf Steinbrüche zugelassen. Die Zulassung in dieser einzigen Kategorie genügt also für die Erstellung von Umweltverträglichkeitsprüfungen vor den Gewinnungsberechtigungen:

- Halden.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung für ein Projekt über die Erschließung von Halden wird einem Prüfer anvertraut, der für die Kategorie « Gruben und Steinbrüche » zugelassen ist. Diese Zulassung umfaßt auch die Raumordnungs- und Städtebauaspekte in Zusammenhang mit der Erschließung der Halde.

- Deponien.

Aufgrund von Artikel 9 und von Anlage II zum Erlaß muß eine Umweltverträglichkeitsprüfung unbedingt erstellt werden für die Genehmigungen in bezug auf :

- die Deponien zur Beseitigung der gefährlichen ungiftigen Industrieabfälle (Klasse 1), einschließlich derjenigen zur Beseitigung von Abfällen unter spezifischen Bedingungen (Klasse 5.1);
- die Deponien zur Beseitigung von Hausmüll oder von Hausmüll gleichgestelltem ungiftigem und ungefährlichem Industriemüll (Klasse 2).

Für Deponien zur Beseitigung von ungiftigem und ungefährlichem Industriemüll unter spezifischen Bedingungen (Klasse 5.2) muß ebenfalls eine Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschrieben werden.

Für die Errichtung einer überwachten Deponie muß neben der Genehmigung zur Ansiedlung und zur Betreibung der Deponie im allgemeinen noch eine Genehmigung zur Änderung des Bodenreliefs eingeholt werden. Dieser Aspekt des Problems muß zur U.V.P. gehören.

Die für die Kategorie Aufbereitung und Lagerung der Abfälle zugelassenen Prüfer sind implizit auch für diesen besonderen Aspekt des Projektes zuständig.

Für die anderen Projekte muß der Prüfer, wenn eine Baugenehmigung oder eine Genehmigung zur Änderung des Bodenreliefs auch zu der Akte gehört, ausdrücklich für die betreffende Kategorie in bezug auf die Raumordnung zugelassen sein.

12. Ablehnung des gewählten Prüfers

Ein Verfahren zur Ablehnung eines gewählten Prüfers ist vorgesehen « wenn die betreffende Person sich in einer Lage befindet, die die freie Ausübung ihrer Aufgabe beeinträchtigen kann ».

Dieses Verfahren wird eventuell auf Initiative der zuständigen Behörde, des zuständigen Ministers oder des Ministers eingeleitet, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört.

Der Beschluß wird von der W.R.E. gefaßt.

Dieses Verfahren wird in Tabelle 3 zusammengefaßt.

13. Ausführung und Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung

Die Behörde, die sich mit dem Genehmigungsantrag befaßt, muß gemäß Artikel 13 des Dekrets den Inhalt der Prüfung näher bestimmen.

Ferner muß der Antrag laut Artikel 14 des Dekrets mindestens folgendes enthalten :

- eine Beschreibung des Projektes mit Informationen über seine Lage, seine Konzeption und seine Ausmaße;
- die notwendigen Angaben zur Identifizierung und Einschätzung der Hauptauswirkungen, die das Projekt auf die Umwelt haben könnte;
- eine Beschreibung der in Erwägung gezogenen Maßnahmen, um die wichtigsten negativen Auswirkungen zu vermeiden und zu verringern und, wenn möglich, zu beheben;
- eine nicht technische Zusammenfassung der obenerwähnten Rubriken.

Es muß daran erinnert werden, daß ein Prüfer seine Zulassung verlieren kann, wenn seine Prüfungen an Qualität mangeln.

14. Öffentliche Untersuchung und Gutachten

Wenn die Umweltverträglichkeitsprüfung beendet ist, läßt der Antragsteller der zuständigen Behörde fünf Exemplare davon zukommen.

Die jeweilige Übermittlung der Akte wird in den Artikeln 36 bis 40 des Erlasses näher erklärt. Die Exemplare für den W.R.U. und den B.K.R.A. werden direkt von den Verwaltungsdiensten übermittelt, die der zuständigen Behörde unterliegen.

Beide Verfahren werden dann gleichzeitig eingeleitet :

- einerseits wird das Gutachten des W.R.U. sowie das Gutachten des B.K.R.A. oder, in Ermangelung des B.K.R.A., das Gutachten des R.R.B. eingeholt, wenn der Antrag eine Baugenehmigung, eine Erschließungsgenehmigung, eine Gewinnungsberechtigung oder eine Genehmigung zur Erschließung einer Halde betrifft;
- andererseits organisiert die Gemeindeverwaltung eine öffentliche Untersuchung gemäß den Artikeln 41 bis 43 des Erlasses.

Die zur Einsichtnahme vorgelegte Akte enthält :

- die Notiz über die vorherige Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt;
- den Beschluß, in dem eine Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschrieben wird und deren Inhalt und Modalitäten bestimmt werden;
- das Protokoll zur eventuellen vorherigen Informationsversammlung;
- die Umweltverträglichkeitsprüfung.

Es muß hervorgehoben werden, daß in Anwendung von Artikel 20 des Dekrets nur die im Erlaß vorgesehenen Bestimmungen in bezug auf die öffentliche Untersuchung und die darin vorgesehenen Sondermaßnahmen über die Veröffentlichung ausgeführt werden, wenn eine Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschrieben ist. Die in anderen Regelungen vorgesehenen Maßnahmen zur öffentlichen Untersuchung, wie z.B. die durch die A.A.O. vorgesehene de-commodo-et-incommodo-Untersuchung, werden dann aufgehoben.

Diese Bemerkung gilt auch für die Anträge auf Bau- und Erschließungsgenehmigung, die den durch das W.G.R.S.E. vorgeschriebenen besonderen Veröffentlichungsmodalitäten unterliegen.

Es muß insbesondere hervorgehoben werden, daß die Personen, die in einem Umkreis von 50 Metern von Betrieben der Klasse 1 wohnen, denen eine Umweltverträglichkeitsprüfung auferlegt wird, nicht mehr persönlich informiert werden müssen.

Das Protokoll zum Abschluß der öffentlichen Untersuchung wird von der Gemeindeverwaltung erstellt und an die zuständige Verwaltung weitergeleitet.

15. Zusammenarbeit der Verwaltung mit dem W.R.U., dem B.K.R.A. oder dem R.R.B.

Die eventuell von diesen Instanzen verlangte Unterstützung wird von den betreffenden Verwaltungen geleistet.

16. Die Fristen bei der Anhörung der Öffentlichkeit

Die meisten Fristen in bezug auf die Anhörung der Öffentlichkeit vor der Prüfung, wenn der Antragsteller eine öffentlichrechtliche Person ist, und alle Fristen in bezug auf die Anhörungen nach der Erstellung der Umweltverträglichkeitsprüfung werden während der Monate Juli und August ausgesetzt.

Diese Fristen sind in den beiliegenden Tabellen 2 und 4 mit einem Sternchen versehen.

Sie werden gemäß nachstehenden Anweisungen angewandt.

16.1. Gutachten des W.R.U., des B.K.R.A. oder des R.R.B.

Diese Instanzen verfügen über dreissig Tage, um ihr Gutachten abzugeben, andernfalls gilt es als günstig.

— Wenn man sich zwischen dem 1. und dem 30. Juni an diese Einrichtungen wendet, wird die Frist insgesamt um zweiundsechzig Tage verlängert.

— Wenn man sich zwischen dem 1. Juli und dem 31. August an sie wendet, läuft die Frist am 30. September ab.

16.2. Veröffentlichung.

Die Gemeindeverwaltung muß die Bekanntmachung über die öffentliche Untersuchung binnen fünfzehn Tagen nach Eingang der Akte zweimal in zwei Zeitungen der Gegend veröffentlichen.

— Wenn die Gemeindeverwaltung die Akte zwischen dem 16. und dem 30. Juni erhält, wird die Frist für die Veröffentlichung insgesamt um zweiundsechzig Tage verlängert.

— Wenn sie sie zwischen dem 1. Juli und dem 31. August erhält, muß die Veröffentlichung spätestens am 15. September erfolgen.

16.3. Beginn des Aushangs.

Die Gemeindeverwaltung muß die Bekanntmachung über die Untersuchung binnen acht Tagen nach Eingang der Akte aushängen.

— Wenn die Gemeindeverwaltung die Akte zwischen dem 23. Juni und dem 30. Juni erhält, wird die Frist für den Aushang insgesamt um zweiundsechzig Tage verlängert.

— Wenn sie sie zwischen dem 1. Juli und dem 31. August erhält, muß die Bekanntmachung spätestens am dem 8. September aushängen.

16.4. Dauer des Aushangs.

Die Bekanntmachung über die Untersuchung muß dreissig Tage angeschlagen bleiben. In dieser Zeit kann die Bevölkerung ihre Bemerkungen bzw. Beschwerden bei der Gemeindeverwaltung einreichen. Der letzte Tag des obligatorischen Aushangs wird also im allgemeinen : den 1. Tag des Aushangs + dreissig Tage sein, außer :

— wenn der Aushang zwischen dem 1. und dem 30. Juni beginnt, dann muß er zweiundneunzig Tage dauern. Der letzte Tag des obligatorischen Aushangs ist der 1. Tag des Aushangs + zweiundneunzig Tage;

— wenn der Aushang zwischen dem 1. Juli und dem 30. August beginnt, dann muß er bis zum 30. September einschließlich dauern.

16.5. Datum der Konzertierungsversammlung.

Wenn die Anzahl Beschwerdeführer mindestens 25 beträgt, muß die Gemeindeverwaltung am 21. Tag nach Ablauf der Anschlagfrist eine Konzertierungsversammlung organisieren.

Die Bekanntmachung über die Untersuchung muß das Datum, die Uhrzeit und den Ort angeben, an dem die Versammlung gegebenenfalls stattfinden wird.

Der Zeitraum von einundzwanzig Tagen nach Ablauf der Anschlagfrist wird auch im Juli und im August unterbrochen. Das tatsächliche Datum des Tages der Konzertierungsversammlung wird also wie folgt bestimmt, und zwar ab dem im vorangehenden Paragraphen festgelegten letzten Tag des obligatorischen Aushangs :

Im allgemeinen ist das Datum der Versammlung das Datum des letzten Tages des obligatorischen Aushangs + einundzwanzig Tage.

Wenn der letzte Tag des obligatorischen Aushangs zwischen dem 10. und 30. Juni fällt, ist das Datum der Versammlung das Datum des letzten Tages des obligatorischen Aushangs + dreiundachtzig Tage.

Wenn das Datum der Versammlung auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag fällt, ist die Konzertierungsversammlung auf den darauffolgenden ersten Werktag verlagert.

17. Konzertierungsversammlung

Artikel 45 des Erlasses lautet wie folgt : « Wenn die Anzahl Beschwerdeführer über fünfundzwanzig liegt, veranstaltet die Gemeindeverwaltung eine Konzertierungsversammlung. »

Anlage IV zum Erlaß, in der die Bekanntmachung über die Untersuchung abgedruckt ist, enthält folgenden Satz :

« Wenn die Anzahl Personen, die die Bemerkungen bzw. die Beschwerden eingereicht haben, unter 25 liegt, wird die Konzertierungsversammlung annulliert. »

Dies entspricht nicht Artikel 45. Um jeden Protest zu vermeiden, fordern wir die Gemeindeverwaltungen auf, eine Konzertierungsversammlung zu organisieren, sobald es 25 Beschwerdeführer gibt.

Die Beschwerden, die zu berücksichtigen sind, sind die, die während des Aushangs der Bekanntmachung über die Untersuchung verschickt worden sind.

Zur Ermittlung der Anzahl Beschwerdeführer müssen alle Unterzeichner der eingereichten Bemerkungen bzw. Beschwerden berücksichtigt werden, selbst wenn sie ihre Unterschrift unter einen einzigen Brief gesetzt haben, sofern jeder dieser Unterzeichner seinen Namen und seine vollständige Adresse angegeben hat.

Artikel 46 des Erlasses bestimmt die Personen, die daran teilnehmen können :

- höchstens 9 Vertreter der Behörde (zuständige öffentliche Mandatäre, Kabinette, Verwaltungen, Vertreter des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums);
- höchstens 9 Vertreter oder Sachverständige der Beschwerdeführer;
- höchstens 9 Vertreter des Antragstellers;
- der Umweltverträglichkeitsprüfer;
- höchstens 2 Mitglieder des W.R.U.

Die Gemeindeverwaltung läßt den Vertretern der betreffenden Verwaltungen die Einladungen zukommen.

Das Protokoll über die Konzertierungsversammlung wird gemäß Artikel 50 des Erlasses von der zuständigen Behörde erstellt.

Die Konzertierungsversammlung muß nicht unbedingt zu einer Einigung zwischen den Teilnehmern führen. Es geht darum, Meinungen auszutauschen, und bestenfalls darum, sie möglichst in Einklang zu bringen. Die Behörde, die die Endentscheidung trifft, ist auf keinen Fall durch das Resultat der Konzertierung gebunden.

18. Bericht über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt

Dieser Bericht wird von der zuständigen Verwaltung erstellt.

Der Inhalt dieses Berichts ist in Artikel 53 des Erlasses aufgeführt. Er umfaßt insbesondere die Schlußfolgerungen der Verwaltung. Es handelt sich dabei um eine Zusammenfassung, in der alle Elemente hervorgehoben werden, die bei dem Bewertungsverfahren aufgetreten sind, wie z.B. :

- die Umweltverträglichkeitsprüfung;
- die Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung;
- das Protokoll über die eventuelle Konzertierungsversammlung;
- das Gutachten des W.R.U. und gegebenenfalls des B.K.A.R. oder des R.R.B.

Der Bericht über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt enthält nicht das Gutachten der Verwaltung in bezug auf die Zweckmäßigkeit des Projektes. Dieser Bericht ist also nicht als Vorschlag der Verwaltung in bezug auf den von der Behörde zu fassenden Beschluß anzusehen.

Gemäß Artikel 54 des Erlasses schickt die zuständige Verwaltung diesen Bericht an:

- die zuständige Behörde;
- die Person, die die Genehmigung beantragt;
- den Umweltverträglichkeitsprüfer;
- die Gemeindeverwaltung;
- diejenigen, die an der Konzertierungsversammlung teilgenommen haben, wenn diese abgehalten werden mußte.

Die Gemeindeverwaltung sorgt gemäß Artikel 55 des Erlasses dafür, daß der Bericht von der Öffentlichkeit eingesehen werden kann.

Die Frist von dreißig Tagen, über die die Verwaltung verfügt, um den Bericht zu erstellen ist eine ordentlichen Frist und keine äußerste Frist. Die Erstellung des Berichts bleibt weiterhin Pflicht, selbst wenn diese Frist nicht eingehalten wird. Es handelt sich um eine wesentliche Formalität des Verfahrens, die vor der Entscheidung der Behörde erfolgen muß.

Wenn eine Umweltverträglichkeitsprüfung ausgeführt worden ist, sind die Modalitäten für die Erstellung des Berichtes über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt folgende :

— Bau- und Erschließungsgenehmigung, die aufgrund der Artikel 41, 45 und 53 des W.G.R.S.E. erforderlich ist : der beauftragte Beamte im Sinne von Artikel 196 des W.G.R.S.E. holt das Gutachten des betreffenden Außendienstes der A.V.U.N.U. für die Angelegenheiten ein, die in den Zuständigkeitsbereich der G.D.N.S.U. fallen.

— Gewinnungsberechtigung für Steinbrüche und Bergwerkskonzession : der betreffende Außendienst der A.V.U.N.U. holt das Gutachten der für die Provinz zuständigen Direktion der G.D.R.W. ein.

— Erschließungsgenehmigung für Halden : die für die Provinz zuständige Direktion der G.D.R.W. und der Außendienst der A.V.U.N.U. erstellen einen gemeinsamen Bericht über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt, den sie gemeinsam unterzeichnen und jeder Dienst ist für die Angelegenheiten verantwortlich, die in seinen Zuständigkeitsbereich fallen.

— Einziges Bewertungsverfahren, das vom Antragsteller aufgrund von Kapitel III des Erlasses beantragt wird : die für die Provinz zuständige Direktion der G.D.R.W. und der Außendienst der A.V.U.N.U. erstellen einen gemeinsamen Bericht über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt, den sie gemeinsam unterzeichnen, wobei jeder Dienst für die Angelegenheiten zuständig ist, die in seinen Zuständigkeitsbereich fallen.

19. Fortsetzung des gewöhnlichen Verfahrens

Die Veröffentlichung des obenerwähnten Berichts schließt das Verfahren zur Bewertung der Aus- und Nachwirkungen des Projektes auf die Umwelt ab.

Die Gutachten der verschiedenen Verwaltungen, die durch Sonderregelungen vorgeschrieben sind, werden dann gemäß dem gewöhnlichen Verfahren abgegeben.

In dieser Phase unterbreitet die zuständige Verwaltung der Behörde einen mit Gründen versehenen Vorschlag von Beschluß und gegebenenfalls die eventuell vorzuschreibenden Betriebsbedingungen.

20. Aushang des Beschlusses

Wenn eine Umweltverträglichkeitsprüfung erstellt worden ist, muß der endgültige Beschluß dreissig Tage lang angeschlagen bleiben. Diese Frist schiebt die in anderen Regelungen vorgesehenen Einspruchsfristen nicht auf.

Die Gemeindeverwaltungen sollten auf der Mitteilung über den Beschluß die Einspruchsfrist deutlich angeben.

21. Übergangsmaßnahmen

Der Erlaß der W.R.E. vom 31. Oktober 1991 sieht keine anderen Übergangsmaßnahmen vor als diejenigen in bezug auf die Verlängerungen von Genehmigungen. Er kommt also am 2. Dezember 1991 zur Anwendung. Die Formalitäten, die aufgrund des früheren Erlasses (19. Juli 1990) zu erledigen waren, sind gültig.

Die zukünftigen Formalitäten müssen gemäß dem Erlaß vom 31. Oktober 1991 fortgesetzt werden.

Artikel 62. Dieser Artikel betrifft den Fall der Betriebe, deren Genehmigung abläuft und für die ein Verlängerungsantrag innerhalb fünf Jahren nach Inkrafttreten des Erlasses vom 31. Oktober 1991 eingereicht wird.

Angesichts der Dauer des Verfahrens für die Erteilung der Genehmigung hat die W.R.E. im Falle, wo eine Umweltverträglichkeitsprüfung erforderlich ist, eine Möglichkeit vorgesehen, eine Genehmigung zeitweilig zu verlängern, damit der Antragsteller eine Genehmigung hat, solange das Verfahren zur Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt läuft.

Die zuständige Behörde kann die Verlängerung der betreffenden Genehmigung für einen Zeitraum von höchstens zwei Jahren beschließen.

Dieser eventuelle Beschluß erfolgt also aufgrund des Verlängerungsantrags und der Notiz, und zwar gleichzeitig mit oder nach dem Beschluß, die Erstellung einer Umweltverträglichkeitsprüfung aufzuerlegen, und nur in diesem Fall.

Bemerkung : In Sachen Städtebau gilt diese Bestimmung nur für die in Artikel 41 § 3 des W.G.R.S.E. befristeten Genehmigungen und nicht für die Verlängerungsanträge im Sinne von Artikel 49 Absatz 2 des W.G.R.S.E.

In den Fällen, auf die diese Maßnahme zutreffen könnte, wird dem Gutachten der Verwaltung über die Zweckmäßigkeit einer Umweltverträglichkeitsprüfung, wenn es günstig ist, spontan ein Gutachten über die Zweckmäßigkeit, die bestehende Genehmigung während einer Übergangszeit zu verlängern, beigefügt.

Dieser Beschluß zur Verlängerung der Genehmigung erfordert weder eine öffentliche Untersuchung noch ein anderes Gutachten.

Daraus ergibt sich, daß gewisse klassierte Betriebe für eine gesamten Dauer von mehr als dreissig Jahren zugelassen sein werden. Dieser Artikel 62 des Erlasses ist also in diesem Sinne als Abänderung der A.A.O. zu betrachten.

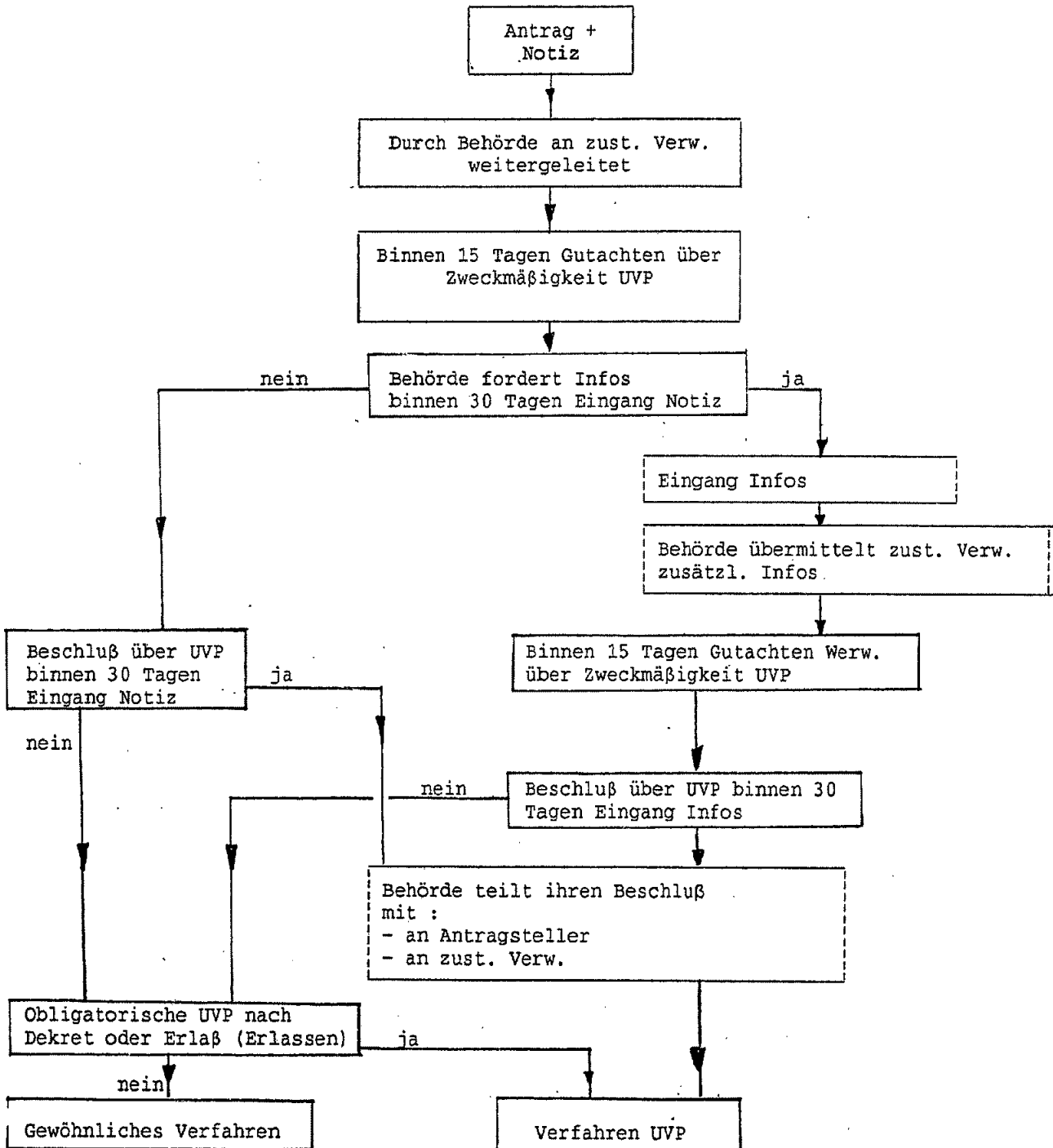
Das Verfahren « Umweltverträglichkeitsprüfung » wird in diesem Zeitraum aufgrund des eingereichten Antrags normal verlaufen.

Obwohl der Text diesbezüglich nicht ausdrücklich ist, sollte die Laufzeit der auf diese Weise erteilten Verlängerung nicht über das Ende der Übergangszeit von fünf Jahren, d.h. über den 2. Dezember 1996, hinausgehen.

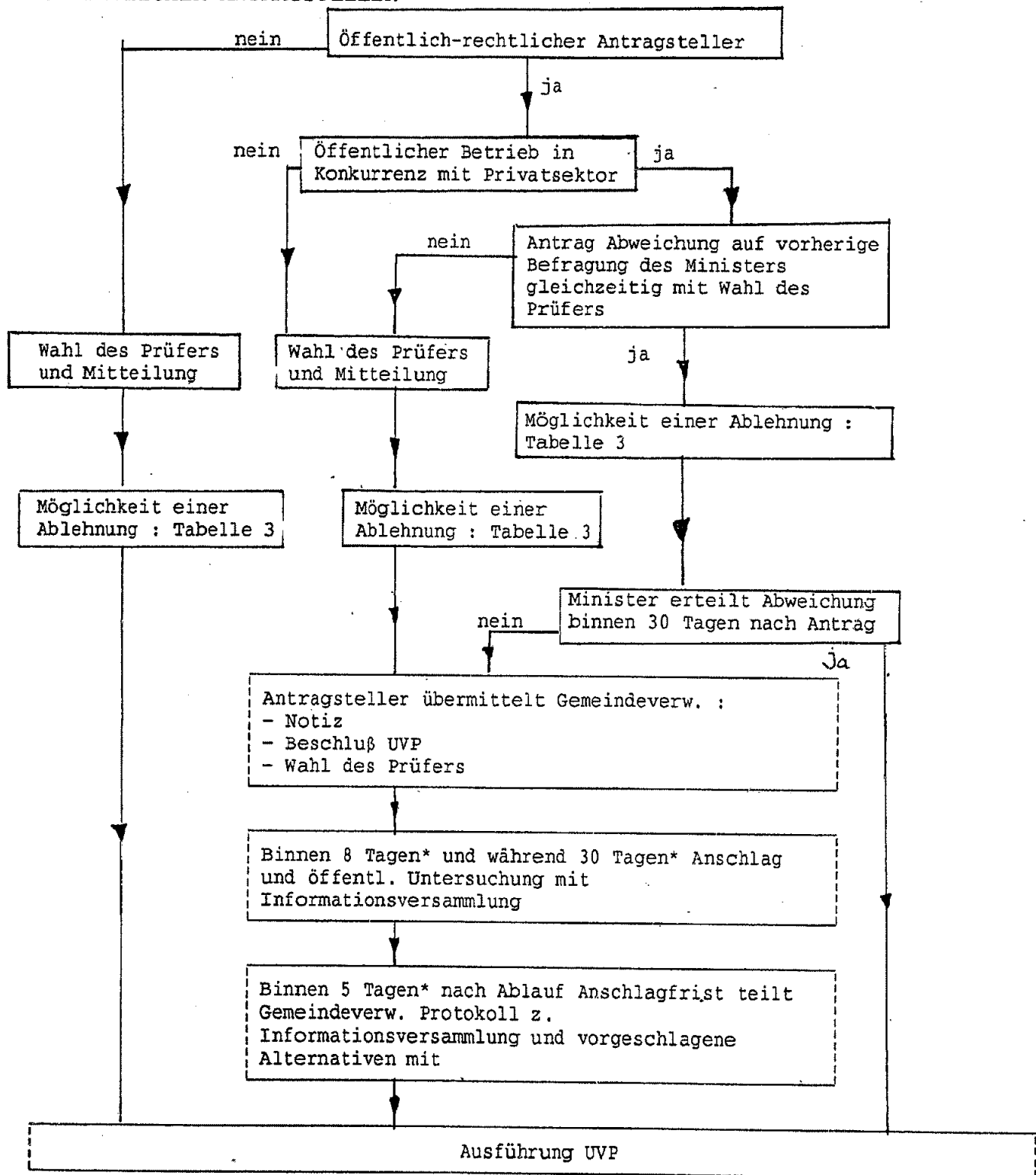
Dieser fünfjährige Zeitraum genügt nämlich reichlich, damit derjenige, der eine Verlängerung beantragt, seine Notiz einreichen, gegebenenfalls eine U.V.P. ausführen lassen kann und eine Entscheidung der Behörde erhalten haben.

Der Generaldirektor
der Verwaltung der Raumordnung
und des Wohnungswesens,
D. Sarlet.

Der diensttuende Generaldirektor
der Verwaltung der Naturschätze
und der Umwelt,
Ing. A.M. Privé.

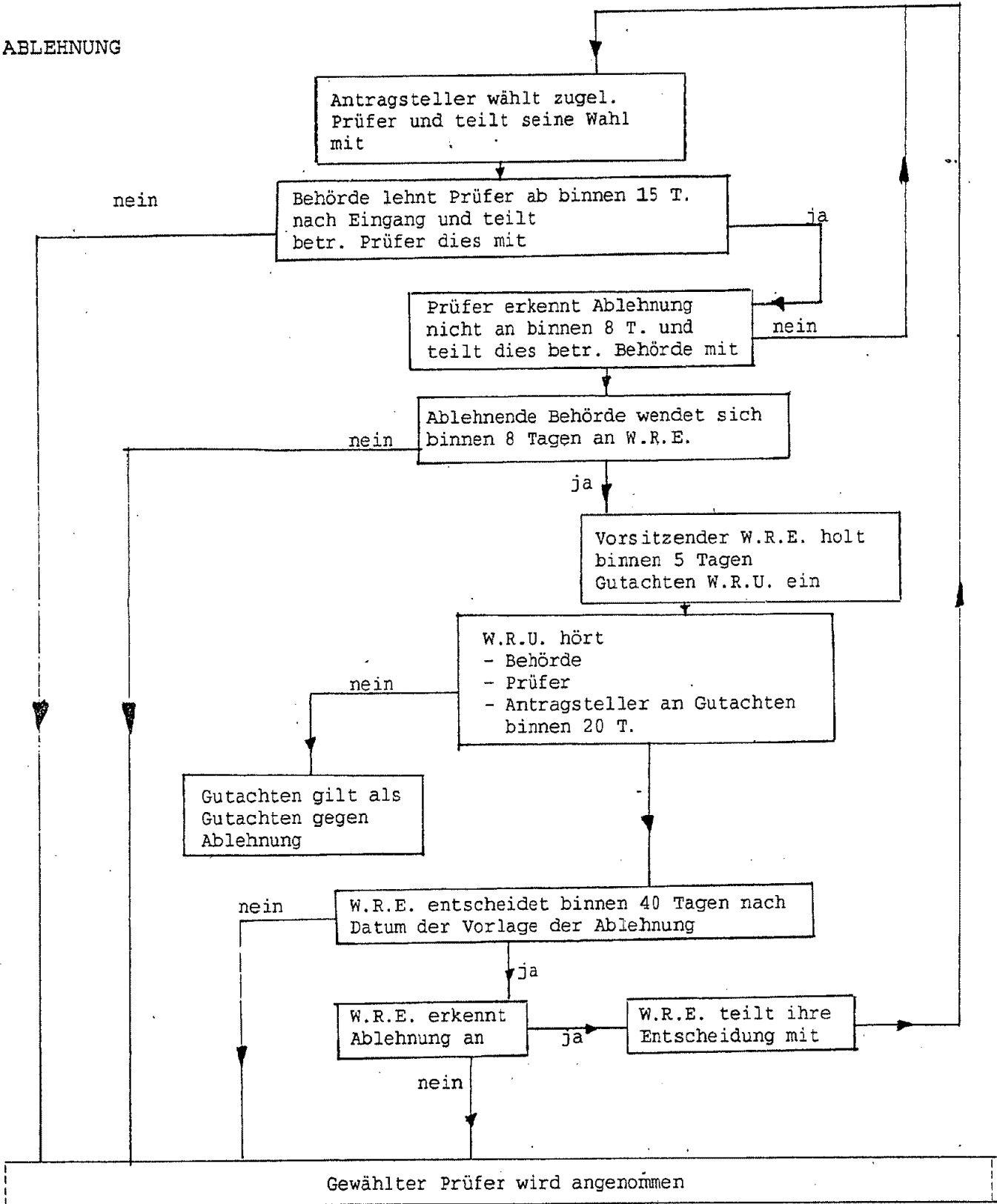
ANTRAG
BESCHLUß UVP

ÖFFENTLICHER ANTRAGSTELLER

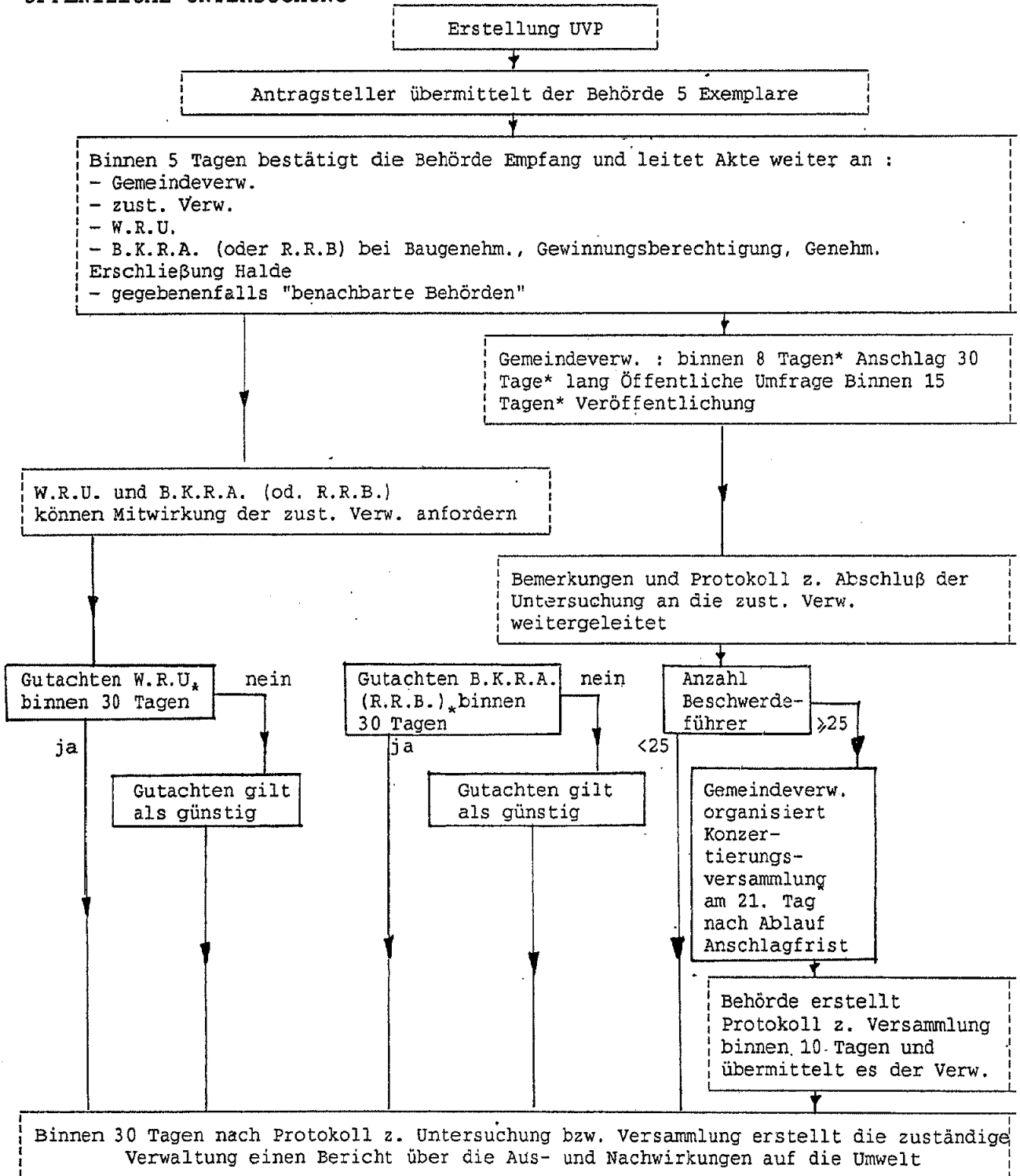


* Fristen im Juli und August ausgesetzt

ABLEHNUNG

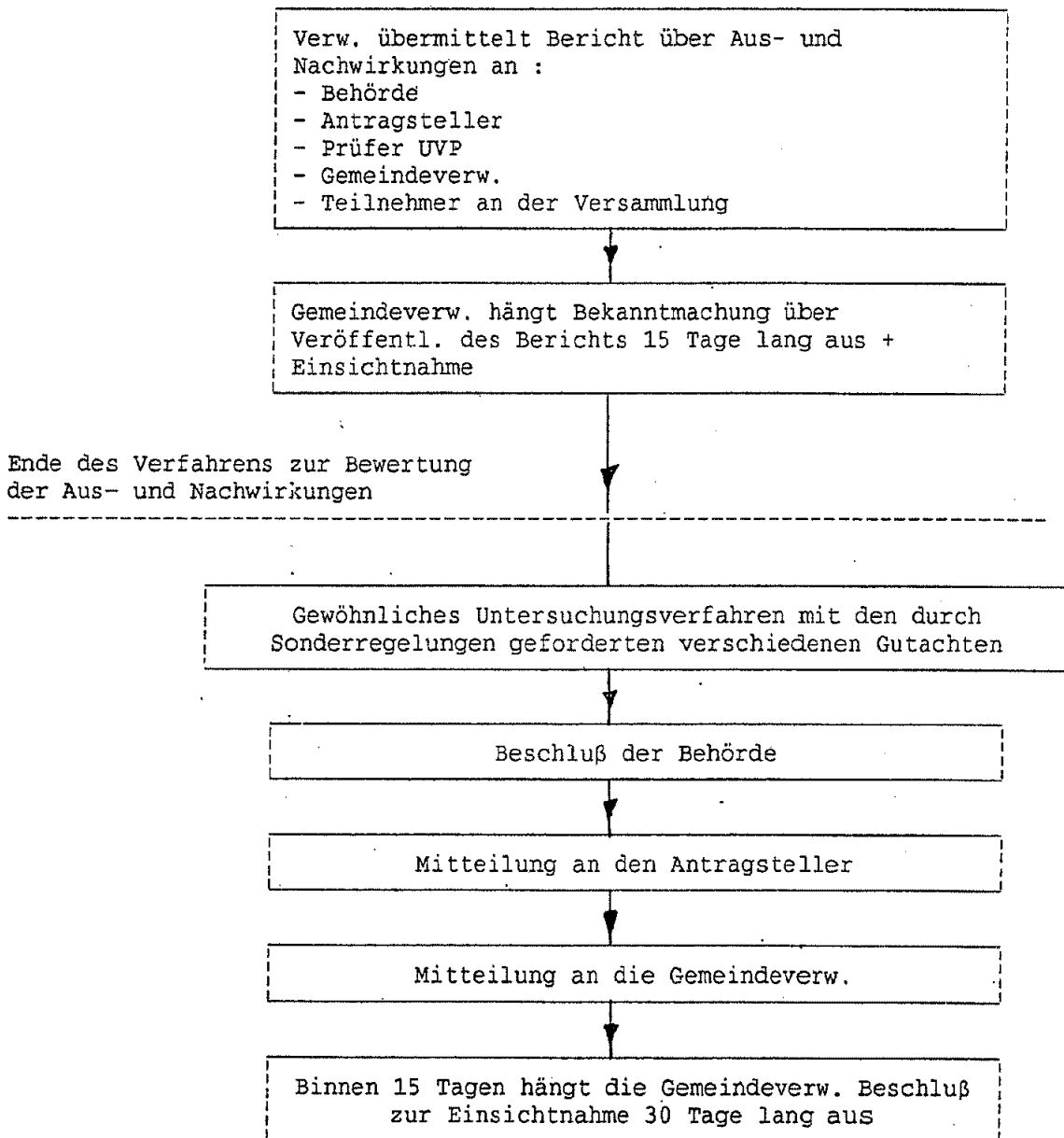


ÖFFENTLICHE UNTERSUCHUNG



* Fristen im Juli und August ausgesetzt

BESCHLUß



VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

12 FEBRUARI 1992. — Omzendbrief nr. 66 betreffende de bepaling van de toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 oktober 1991 tot uitvoering van het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectenbeoordeling in het Waalse Gewest

Aan de heren voorzitters van de bestendige deputaties van de provincieraden.
Aan de heren burgemeesters van de Waalse steden en gemeenten.

INHOUD

Nr.	Rubriek	Bladz.
1.	Voorwerp	3
2.	Draagwijdte van deze omzendbrief	3-4
3.	Afkortingen	4
4.	Doelstellingen van de effectbeoordelingsprocedure	5
5.	Inwerkingtreding	5
6.	Bevoegde administratie	6-7-8
7.	Aanvraag en voorafgaand rapport	8-9
8.	Advies van de administratie over de aanvraag en het voorafgaand rapport	10-11
9.	Aanwending van het systeem van de milieu-effectbeoordeling	11-12-13
10.	Enig beoordelingssysteem wanneer verscheidene vergunningen vereist zijn	14
11.	Keuze van de auteur van het onderzoek	14-15-16
12.	Wraking van de gekozen auteur	16
13.	Uitvoering en inhoud van het effectonderzoek	16-17
14.	Openbaar onderzoek en advies	17-18
15.	Samenwerking van de administratie met de C.W.E., de C.C.A.T. of de C.R.A.T.	18
16.	De termijnen m.b.t. de raadpleging	18-19
17.	Overlegvergadering	20
18.	Milieu-effectrapport	21-22
19.	Hervatting van de gebruikelijke procedure	22
20.	Aanplakking van de beslissing	22
21.	Overgangsmaatregelen	23-24

1. Voorwerp

Bij het overeenkomstig de EEG-Richtlijn van 27 juni 1985 genomen decreet van 11 september 1985 wordt het beginsel van een milieu-effectbeoordeling ingevoerd wanneer een in voornoemd decreet bedoelde vergunningsaanvraag wordt ingediend.

Op 10 december 1987 werd een besluit tot uitvoering van het decreet door de Waalse Gewestexecutieve aangenomen om vervolgens door de Raad van State vernietigd te worden.

Later werd dan het besluit van 19 juli 1990 aangenomen.

Op 1 maart 1991 heeft Minister Liénard door middel van een omzendbrief een korte officieuze samenvatting laten mededelen in verband met de stedenbouwdossiers opdat de gemeentebesturen zich zouden kunnen houden aan de bepalingen van het besluit van 19 juli 1990.

Op 18 juni 1990 werd een omzendbrief van Minister Lutgen over hetzelfde onderwerp verspreid.

Bij het besluit van 31 oktober 1991 regelt de Waalse Gewestexecutieve het probleem van de uitvoering van voornoemd decreet van 11 september 1985. Dat besluit vervangt dus alle eerder getroffen (officiële en officieuze) maatregelen. De inhoud van voornoemde omzendbrieven is voortaan doelloos en de betrokken overheden dienen zich te houden aan de in deze omzendbrief uitdrukkelijk geformuleerde bepalingen van het nieuwe besluit.

2. Draagwijdte van deze omzendbrief

Deze omzendbrief heeft ten doel de betrokken besturen in te lichten over de toepassing van voornoemd besluit op :

- de bouw- en verkavelingsvergunningen;
- de vergunningen voor gevaarlijke, ongezonde of hinderveroorzakende inrichtingen;
- de vergunningen voor de ontginning van groeven;
- de mijnconcessies;
- de vergunningen voor de ontsluiting van steenberggen;
- de vergunningen voor gecontroleerde stortplaatsen, opslagplaatsen of afvalbehandelingsinstallaties;
- de vergunningen voor omlopen die permanent gebruikt worden voor het beoefenen van motorsporten.

Het gaat dus om de in artikel 3 van het besluit van 31 oktober 1991 uitvoeriger omschreven handelingen.

De milieu-effectbeoordelingsprocedure van een project wordt hierna uitgelegd.

De lezer wordt echter verwezen naar het decreet van 11 september 1985 en het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 oktober 1991.

De bijgaande organisatieschema's (tabellen 1 tot 5) zullen de lezer het verloop van de procedure helpen volgen.

Deze omzendbrief tracht een antwoord te geven op de vragen die in verband met de praktische toepassing van de procedure zouden kunnen rijzen.

3. Afkortingen

E.R.W. :	Exécutif régional wallon (de Waalse Gewestexecutieve);
D.G.R.N.E. :	Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne (Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest);
D.G.A.T.L. :	Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement (Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting);
D.P.P.G.S.S. :	Division Prévention des Pollutions et Gestion du Sous-sol de la D.G.R.N.E. (Afdeling Voorkoming van Verontreinigingen en Beheer van de Ondergrond van de D.G.R.N.E.);
M.É.O. :	Milieu-effectonderzoek;
C.W.E. :	Conseil wallon pour l'Environnement (Waalse Raad voor Leefmilieu);
C.C.A.T. :	Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire (Gemeentelijke Commissie van Advies Ruimtelijke Ordening);
C.R.A.T. :	Commission régionale d'Aménagement du Territoire (Gewestelijke Commissie Ruimtelijke Ordening);
C.W.A.T.U.P. :	Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (Waa's Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium);
A.R.A.B. :	Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming;
Het decreet :	het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest;
Het besluit :	het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 oktober 1991 tot uitvoering van het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest.

4. Doelstellingen van de effectbeoordelingsprocedure

Deze wetgeving heeft tot gevolg dat zij de aan de in artikel 3 van het besluit bedoelde vergunningen onderworpen particuliere of openbare projecten een beoordeling oplegt van de directe en indirecte effecten die ze op korte, middellange en lange termijn hebben op de volgende factoren :

- mens, dier en plant;
- bodem, water, lucht, klimaat en landschap;
- de interactie tussen de in het eerste en tweede streepje genoemde factoren;
- de materiële goederen en het culturele erfgoed.

Deze beoordeling komt in aanmerking als beslissingselement.

Krachtens artikel 2 van het decreet :

- « Moet de toepassing van de voorziene procedures hoofdzakelijk ten doel hebben :
- de kwaliteit van het leefklimaat en de levensomstandigheden van de bevolking te beschermen en te verbeteren door haar een gezond, veilig en aangenaam leefmilieu te verschaffen;
 - het leefmilieu en de natuurlijke hulpbronnen te beheren met het oog op het behoud van hun kwaliteiten en op de rationele en oordeelkundige aanwending van hun potentiële mogelijkheden;
 - voor een evenwicht te zorgen tussen de menselijke behoeften en het leefklimaat zodat de gehele bevolking blijvend kan genieten van een gezond leefmilieu en degelijke levensomstandigheden. »

De milieu-effectbeoordeling bestaat eigenlijk uit een reeks nieuwe procedures die de gebruikelijke procedures voor het verkrijgen van een vergunning aanvullen of vervangen.

5. Inwerkingtreding

Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 oktober 1991 werd op 22 november 1991 in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt en is op 2 december 1991, hetzij tien dagen na zijn bekendmaking, in werking getreden.

6. Bevoegde administratie

De bevoegde administratie moet hoofdzakelijk volgende taken vervullen :

- een advies uitbrengen over de opportuniteit om een effectonderzoek op te leggen als het niet verplicht is (art. 8 van het besluit);
- de C.W.E., de C.C.A.T. of de C.R.A.T. bijstaan wanneer die bijstand vereist is (art. 38 van het besluit);
- in voorkomend geval aan de overlegvergadering deelnemen (art. 46 van het besluit);
- het milieu-effectrapport opstellen (art. 52 van het besluit).

De bevoegde administratie wordt in artikel 1, 4^o, van het besluit omschreven.

De volgende bepalingen dienen te worden aangenomen :

6.1. Met betrekking tot de krachtens Titel I, Hoofdstuk I van het A.R.A.B. vereiste vergunningen, wanneer het gaat om :

6.1.1. Tweede klasse inrichtingen van lijst A, is de bevoegde administratie de dienst van het gemeentebestuur die belast is met de behandeling van het dossier en onder het gezag staat van het college van burgemeester en schepenen.

Deze bepaling stelt het college van burgemeester en schepenen niet vrij van de verplichting het advies van het betrokken buitencentrum van de D.P.P.G.S.S. in te winnen met betrekking tot de vaststelling van de uitbatingsvoorwaarden.

6.1.2. Eerste of tweede klasse inrichtingen van lijst B, is de bevoegde administratie het betrokken buitencentrum van de D.P.P.G.S.S.

6.2. Met betrekking tot de krachtens artikelen 41, 45 en 53 van het C.W.A.T.U.P. vereiste bouw- en verkavelingsvergunningen wordt de bevoegde administratie omschreven als volgt :

6.2.1. Voor de toepassing van hoofdstuk IV van het besluit betreffende het voorafgaand milieu-effectrapport (artikelen 8 en 9 van het besluit) wordt als bevoegd beschouwd de administratie die onder het rechtstreekse gezag staat van de overheid waarbij het dossier aanhangig is gemaakt.

Er kunnen zich twee gevallen voordoen :

* als de aanvraag op basis van de artikelen 41, 45, § 2, en 53 van het C.W.A.T.U.P. bij het college van burgemeester en schepenen wordt ingediend, is de bevoegde administratie het gemeentebestuur;

* als de aanvraag op basis van artikel 45, § 1, van het C.W.A.T.U.P. bij de Waalse Gewestexecutieve of bij diens afgevaardigde wordt ingediend, is de bevoegde administratie de D.G.A.T.L.

6.2.2. Wordt er overeenkomstig hoofdstukken VI tot IX van het besluit een onderzoek uitgevoerd, dan is de bevoegde administratie de afgevaardigde ambtenaar zoals bedoeld in artikel 196 van het C.W.A.T.U.P.

6.3. Voor de krachtens het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven vereiste ontginningsvergunningen is de bevoegde administratie het betrokken buitencentrum van de D.P.P.G.S.S.

6.4. Voor de krachtens het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen vereiste mijnconcessies is de bevoegde administratie het betrokken buitencentrum van de D.P.P.G.S.S.

6.5. Voor de krachtens het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van steenberggen vereiste vergunningen voor de ontsluiting van steenberggen zijn de bevoegde administraties het betrokken buitencentrum van de D.P.P.G.S.S. en de Provinciale Directie van de D.G.A.T.L.

6.6. Voor de krachtens artikel 19 van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen vereiste vergunningen voor de vestiging en de uitbating van een gecontroleerde stortplaats is de bevoegde administratie de Dienst Beheer Afvalstoffen van de Waalse Gewestdienst voor Afvalstoffen.

6.7. Voor de krachtens artikel 19 van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen vereiste vergunningen voor de vestiging en de uitbating van een opslagplaats of een afvalbehandelingsinstallatie is de bevoegde administratie het betrokken buitencentrum van de D.P.P.G.S.S., dat het advies van de Waalse Gewestdienst voor Afvalstoffen inwint.

6.8. Voor de krachtens het koninklijk besluit van 10 juni 1976 houdende organisatie van wedstrijden, test- en oefenritten met motorvoertuigen vereiste vergunningen voor omlopen of terreinen die permanent gebruik worden met het oog op de inrichting van wedstrijden, test- en oefenritten met motorvoertuigen, is de bevoegde administratie het betrokken buitencentrum van de D.P.P.G.S.S.

Wanneer het project aspecten bevat in verband met de bescherming van het oppervlaktewater, het grondwater of de natuur en de bossen, vraagt de D.P.P.G.S.S. de medewerking of het advies van de Afdeling Water, de Afdeling Natuur en Bossen of de Waalse Gewestdienst voor Afvalstoffen, al naargelang het geval.

Aangaande de erkenningsprocedure van de auteurs van effectonderzoeken raadpleegt de directeur-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu de D.G.A.T.L. wanneer de aanvraag betrekking heeft op één van de eerste vier in artikel 10 van het besluit bedoelde categorieën.

7. De aanvraag en het voorafgaand rapport

De vergunningsaanvraag wordt overeenkomstig de in artikel 3 van het besluit aangehaalde specifieke wetten bij de bevoegde overheid ingediend.

Elke vergunningsaanvraag moet vergezeld zijn van een voorafgaand milieu-effectrapport.

In de volgende gevallen vormt het volledige aanvraagdossier het voorafgaand rapport; het gaat om de aanvragen betreffende :

- de vergunningen voor de ontsluiting van steenberggen;
- de vergunningen voor gecontroleerde stortplaatsen;
- de mijnconcessies;
- de vergunningen voor de ontginning van groeven.

In de overige gevallen moet het dossier een afzonderlijk voorafgaand beoordelingsrapport in tweevoud bevatten; het gaat om de aanvragen betreffende :

- de krachtens Titel I, Hoofdstuk I van het A.R.A.B. vereiste vergunningen;
- de bouw- en verkavelingsvergunningen;
- de vergunningen voor opslagplaatsen van afval of voor afvalbehandelingsinstallaties;
- de vergunningen voor terreinen die permanent gebruikt worden voor de beoefening van motorsporten.

Degene die de vergunningsaanvraag indient, moet het voorafgaand beoordelingsrapport opstellen of laten opstellen door een persoon van zijn keuze.

In het decreet wordt het rapport omschreven als zijnde « de samenvatting van de voornaamste ecologische parameters van het project ».

De voornaamste doelstelling van dat document bestaat erin de bevoegde overheid toe te laten om na te gaan in hoeverre het uitvoeren van een effectonderzoek gewenst is.

De vorm en de inhoud van het voorafgaand effectrapport worden nader bepaald in bijlage I van het besluit.

Het rapport bevat hoofdzakelijk :

- de geografische ligging en de administratieve situatie van het project;
- een omschrijving van het project;
- een analyse van de voorspelbare effecten op het milieu;
- de geplande maatregelen om de negatieve effecten te verzachten.

Er dient te worden opgemerkt dat elke aanvraag die inzake stedenbouw en ruimtelijke ordening een bouw- of verkavelingsvergunning betreft, het voorwerp moet zijn van een voorafgaand effectenrapport waarvan de inhoud dwingend vastgesteld is in bijlage I, c, van het besluit, op gevaar af dat het dossier als onvolledig wordt beschouwd.

Aangaande de stedenbouwdossiers biedt bijlage I, c, van het besluit de mogelijkheid om kennis te nemen van de diverse effecten die een project op het milieu kan hebben.

Indien bepaalde vergunningsaanvragen geen systematisch antwoord rechtvaardigen op alle in deze bijlage opgenomen vragen, bevelen we de betrokken administraties aan het formulier integraal door de aanvragers te laten invullen door bij voorbeeld de bewoordingen « niet relevant » te vermelden voor vragen die geen specifiek verband hebben met het project.

Krachtens artikel 8 van het besluit moet de overheid het rapport naar de bevoegde administratie sturen. De bevoegde overheid moet echter eveneens een afschrift doen toekomen van de aanvraag en van alle documenten die ermee samengaan. De bevoegde administratie moet immers het juiste voorwerp van de aanvraag kennen om zich te kunnen uitspreken over de kwaliteit van het rapport en over de opportuniteit van een effectonderzoek.

8. Advies van de bevoegde administratie over de aanvraag en het voorafgaand rapport

Dit advies wordt door de overheid gevraagd aan de in punt 6 van deze omzendbrief bedoelde bevoegde administratie.

Het advies bevat :

- een advies over de noodzaak en/of de opportuniteit om een effectonderzoek te laten uitvoeren;
- in voorkomend geval, een advies over de vereisten betreffende de inhoud ervan;
- de rubriek(en) van artikel 10 van het besluit waarvoor de auteur van het onderzoek erkend zou moeten worden;

— indien blijkt dat het aanvraagdossier onvolledig of niet omstandig genoeg is (aanvraag, voorafgaand rapport, plannen), zal de administratie de overheid voorstellen nadere inlichtingen te vragen; indien de leemtes zo talrijk zijn dat de administratie geen advies kan uitbrengen over de opportuniteit van het effectonderzoek, dan wordt het advies pas na ontvangst van die inlichtingen gegeven;

— indien de administratie, in geval van de in artikel 62 van het besluit bedoelde hernieuwingen, een effectonderzoek voorstelt, dient het advies een punt te bevatten dat handelt over de opportuniteit om de bestaande vergunning met een overgangstermijn te verlengen (zie verder : nr. 21, overgangsmaatregelen);

— in geval van aanvragen van vergunningen voor stortplaatsen wordt het advies uitgebracht in het kader van de ontvankelijkheidsverklaring van het dossier zoals bedoeld in artikel 5, § 3, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 met betrekking tot de gecontroleerde stortplaatsen.

Wanneer de bevoegde administratie de overheid voorstelt een onderzoek op te leggen dat overeenkomstig artikel 9 van het besluit niet verplicht is, moet het advies met bijzondere redenen omkleed zijn om de overheid toe te laten haar beslissing in naleving van artikel 9 te motiveren.

Wanneer de bevoegde administratie, in het kader van een aanvraag betreffende een bouw- of een verkavelingsvergunning, van oordeel is dat een effectonderzoek nodig is of indien dat onderzoek zich overeenkomstig het besluit ambshalve opdringt, is het haar aanbevolen de afgevaardigde ambtenaar van de Directie Stedebouw te raadplegen om de inhoud en de modaliteiten van het onderzoek te bepalen.

De afgevaardigde ambtenaar wint het advies in van het betrokken buitencentrum van de D.P.P.G.S.S. voor de materies die tot de bevoegdheid van de D.G.R.N.E. behoren.

In geval van aanvraag van een vergunning voor de ontsluiting van steenbergwerken het betrokken buitencentrum van de D.P.P.G.S.S. en de betrokken provinciale directie van de D.G.A.T.L. samen om een gezamenlijk advies uit te brengen.

Indien het buitencentrum van de D.P.P.G.S.S., bij het uitbrengen van een advies over een aanvraag en een effectrapport betreffende een vergunning voor de ontginning van een groef of voor een mijnconcessie, een effectonderzoek voorstelt of indien dat onderzoek verplicht is, raadpleegt het de provinciale directie van de D.G.A.T.L. over de inhoud en de modaliteiten van het onderzoek in de materies die tot haar bevoegdheid behoren.

9. De toepassing van het systeem van de milieu-effectbeoordeling

Bepaalde projecten worden verplicht onderworpen aan het globale systeem van de milieu-effectbeoordeling. Ze worden omschreven in artikel 9 van het door bijlage II aangevuld besluit.

Voor de overige projecten mag de bevoegde overheid een onderzoek opleggen. Die beslissing moet genomen worden binnen dertig dagen na ontvangst van het voorafgaand rapport of van de eventueel vereiste bijkomende inlichtingen. Na het verstrijken van die termijn wordt de overheid geacht het project niet langer te onderwerpen aan de rest van de beoordelingsprocedure.

Al naargelang het voorafgaand rapport en het advies van de bevoegde administratie, legt de overheid een effectonderzoek op indien ze van mening is dat de effecten wel eens aanzienlijk zouden kunnen zijn.

9.1. Belangrijke opmerking.

Ieder project dat beantwoordt aan artikel 9 van het besluit tot bepaling van de projecten die ambshalve aan een effectonderzoek worden onderworpen — moet het voorwerp zijn van de gehele beoordelingsprocedure (met inbegrip van het onderzoek), al betekent de overheid die verplichting niet binnen de bepaalde termijn van dertig dagen.

Of het onderzoek van rechtswege verplicht is of door de overheid opgelegd is, deze laatste moet overeenkomstig artikel 13 van het decreet de inhoud en de modaliteiten ervan vaststellen al naargelang de omvang en de aard van de milieu-effecten van het project.

9.2. Vergunningsaanvragen eigen aan Ruimtelijke Ordening.

In hoofdzaak dient te worden opgemerkt dat artikel 9 van het besluit inzake stedebouw betrekking heeft op :

1. De golfterreinen.
2. De in artikel 254 van het C.W.A.T.U.P. bedoelde verkavelingen, te weten :
 - a) de aanvragen m.b.t. een verkavelingsvergunning voor een oppervlakte van 3 ha en meer;
 - b) de aanvragen m.b.t. een verkavelingsvergunning voor de bouw van flatgebouwen terwijl de omtrek hoofdzakelijk uit individuele woningen bestaat.
3. De vakantiedorpen, weekendparken en campings...

Opmerking : M.b.t. de vakantiedorpen zal het onderzoek uitgevoerd worden bij het voorleggen van het voorontwerp en niet bij het indienen van de vergunningsaanvraag.

9.3. Uitbreidingen.

Krachtens artikel 9 van het besluit worden bepaalde categorieën van projecten aan een onderzoek onderworpen. Dit geldt evenzeer voor de schepping van een nieuw project en de verlenging van een vergunning voor een bestaande installatie als voor bepaalde uitbreidingen. Dit punt vergt nadere uitleg, met verwijzing naar bijlage II.

9.3.1. Projecten verbonden met een minimale drempel.

Bepaalde rubrieken van bijlage II verwijzen naar een drempel waarboven een project verplicht aan een effectonderzoek onderworpen wordt.

Al naargelang de activiteiten kan de in overweging genomen parameter het aantal dieren voor veeteelt en vetmestingen zijn, of de productiecapaciteit, de oppervlakte van het landbouwbedrijf, het warmtevermogen van een thermische centrale, enz.

Het is die parameter die in overweging dient te worden genomen in het woord « capaciteit » dat in artikel 9, c, van het besluit voorkomt.

Voor de activiteiten die onder die categorieën ressorteren, moet een uitbreidingsaanvraag verplicht onderworpen worden aan een effectonderzoek wanneer tegelijkertijd voldaan wordt aan twee voorwaarden :

- de stijging van de parameter moet 20 pct. van zijn aanvankelijke waarde overschrijden;
- de parameter moet na uitbreiding de in bijlage II bepaalde drempel overschrijden.

Wat de luchthavens betreft, bepaalt bijlage II van het besluit dat elke baanverlenging met meer dan 1 200 meter aan een M.E.O. onderworpen moet worden.

Wat betreft de zeehavens en de voor schepen van meer dan 1 350 ton toegankelijke bevaarbare waterwegen en binnenvaarthavens, moet elke verhoging van de scheepvaartafmetingen die de wijziging eist van een kunstwerk of van oevers, onderworpen worden aan een M.E.O., zelfs indien de capaciteitsverhoging 20 pct. niet overschrijdt.

9.3.2. Activiteiten die zonder drempelwaarde omschreven worden.

Bepaalde activiteiten worden zonder drempelwaarde omschreven, met name slachthuizen, cementfabrieken, golfvelden,...

Voor deze activiteiten is de volledige beoordelingsprocedure verplicht wanneer de uitbreiding aanleiding geeft tot een « capaciteitsverhoging » van meer dan 20 pct.

Daar het woord « capaciteit » niet anders wordt omschreven, dient die parameter in overweging te worden genomen, die duidelijk het grootste gevaar voor milieu-effecten inhoudt.

Deze bepaling is ook van toepassing op uitbreidingen van gecontroleerde stortplaatsen. De in artikel 3, 6°, van het besluit bedoelde vergunningen hebben eveneens betrekking op de uitbreidingen van stortplaatsen.

In de aangehaalde voorbeelden gaat het dus voor slachthuizen en cementfabrieken om de productiecapaciteit en voor golfvelden om de in beslag genomen oppervlakte.

De overige uitbreidingen moeten niet verplicht aan een M.E.O. onderworpen worden.

Er wordt eraan herinnerd dat dat onderzoek altijd voorgeschreven kan worden indien de overheid van mening is dat de effecten aanzienlijk zouden kunnen zijn. Wanneer het verplichte karakter van een onderzoek in twijfel getrokken wordt, wordt deze laatste regel toegepast. De vergelijking met gelijkaardige projecten op de lijst kan als leidraad dienen.

Vanwege de vrij technische aard van de hierboven omschreven beoordelingen wordt de aandacht van de bevoegde administraties meer bepaald gevestigd op de uitbreidings- en verbouwingsproblemen. In verband met die aanvragen zullen de administraties ervoor zorgen dat vooral de bevoegde overheden ingelicht worden over de noodzaak of de opportuniteit een M.E.O. voor te schrijven.

10. Enig beoordelingssysteem wanneer verscheidene vergunningen vereist zijn

Het staat de aanvrager vrij een enig beoordelingssysteem te laten uitvoeren.

Artikel 4 van het decreet bepaalt immers dat « in één enkel beoordelingssysteem van de effecten zal worden voorzien voor zover het betrekking heeft op alle aspecten van de vergunningen vereist om het project tot een goed einde te brengen ».

Overigens bepaalt artikel 4 van het besluit dat « de enigheid van het systeem slechts toegepast wordt voor zover de aanvrager tegelijkertijd een enig voorafgaand milieu-effectenrapport bij de verschillende bevoegde overheden indient ».

Het enig beoordelingssysteem is echter het meest coherente en het is wenselijk dat het toegepast wordt telkens als een project verschillende vergunningen vereist. In dat geval zal de aanvrager duidelijk laten blijken dat hij dat enig rapport eist.

De aandacht wordt gevestigd op volgend punt :

Wanneer een project overeenkomstig artikel 9 van het besluit ambtshalve onderworpen is aan een effectonderzoek en de aanvrager aanvragen indient die afzonderlijke voorafgaande beoordelingsrapporten bevatten voor de verschillende vereiste vergunningen, moet elk van die vergunningen aan een effectonderzoek onderworpen worden.

Hierbij dient opgemerkt dat onder de in artikel 6 van het besluit bedoelde autoriteiten de voor de afgifte van de vergunningen bevoegde overheden moet worden verstaan.

11. Keuze van de auteur van het onderzoek

De auteur van het effectonderzoek wordt gekozen onder de auteurs die erkend zijn in de categorie van artikel 10 van het besluit, die van toepassing is op het project.

Wanneer een project betrekking heeft op verschillende categorieën van artikel 10 van het besluit, moet de gekozen auteur erkend zijn voor alle bij het project betrokken categorieën.

Hoe dan ook wordt één enkele auteur voor hetzelfde onderzoek gekozen.

Dit geldt vanzelfsprekend ook voor een enig voorafgaand onderzoek met meerdere beslissingen voor hetzelfde project.

De voor de uitvoering van een onderzoek erkende auteur mag een deel ervan aan een derde toevertrouwen. Hij blijft de enige onderhandelingspartner van de administratie en de overheid en blijft verantwoordelijk voor het hele onderzoek.

De keuze van de erkende auteur dient per aangetekende brief te worden betekend aan :

- de bevoegde overheid;
 - de bevoegde Minister;
 - de Minister tot wiens bevoegdheden Leefmilieu behoort;
- en per gewone brief aan :
- de Waalse Raad voor Leefmilieu.

De lijst van de erkende auteurs is verkrijgbaar bij :

- het secretariaat van de Waalse Raad voor Leefmilieu — C.W.E., rue Saintraint 1b, 5000 Namen;
- de D.G.R.N.E., Avenue Albert 1er 187, 5000 Namen.

Bijzondere gevallen :

- Groeven :

De vergunningen voor de ontginning van groeven hebben betrekking op de aspecten van ruimtelijke ordening in verband met die projecten.

De voor de categorie « mijnen en groeven » erkende onderzoeksauteurs zijn dus ook erkend voor de aspecten van ruimtelijke ordening met betrekking tot de groeven. De erkenning in deze enkele categorie volstaat voor het uitvoeren van aan de toekenning van ontginningsvergunningen voorafgaande effectonderzoeken.

- Steenbergen :

Het effectonderzoek betreffende een ontsluitingsproject van steenbergen moet worden toevertrouwd aan een voor de categorie « mijnen en groeven » erkende auteur. Een dergelijke erkenning slaat ook op de aspecten van ruimtelijke ordening en stedenbouw in verband met de ontsluiting van de steenbergen.

- Stortplaatsen :

Overeenkomstig artikel 9 en bijlage II van het besluit worden verplicht aan een effectonderzoek onderworpen :

- de vergunningen voor stortplaatsen bestemd voor het verwijderen van gevaarlijk, niet giftig industrieel afval (klasse 1), inclusief die bestemd voor het verwijderen van afval in specifieke omstandigheden (klasse 5.1);
- de vergunningen voor stortplaatsen bestemd voor het verwijderen van huishoudelijk of gelijkaardig en/of niet gevaarlijk, niet giftig en niet gevaarlijk industrieel afval (klasse 2).

Stortplaatsen bestemd voor het verwijderen van niet gevaarlijk en niet giftig industrieel afval (klasse 5.2) in specifieke omstandigheden dienen eveneens aan een effectonderzoek onderworpen te worden.

Behalve de vergunning voor de vestiging en de uitbating van een gecontroleerde stortplaats bevat de ingebruikneming ervan meestal een aanvraag tot wijziging van het reliëf van de grond. Dit aspect van het probleem moet deel uitmaken van het M.E.O.

De voor de categorie « behandeling en opslag » van het afval erkende auteurs van de onderzoeken zijn impliciet bevoegd voor dat bijzonder aspect van het project.

Voor de overige projecten moet de auteur van het onderzoek expliciet erkend zijn voor de betrokken categorie van ruimtelijke ordening wanneer een bouwvergunning of een vergunning voor de wijziging van het reliëf van de grond bij het dossier hoort.

12. Wraking van de gekozen auteur

Er bestaat een procedure om de gekozen auteur van een onderzoek te wraken « indien betrokkene zich in omstandigheden bevindt die de onafhankelijke uitvoering van zijn opdracht in twijfel zouden kunnen trekken ».

Die procedure wordt eventueel ingezet op initiatief van de bevoegde overheid, de bevoegde Minister of de Minister tot wiens bevoegdheden Leefmilieu behoort.

De beslissing wordt door de Waalse Gewestexecutieve genomen.

Die procedure wordt in tabel nr. 3 schematisch voorgesteld.

13. Uitvoering en inhoud van het effectonderzoek

De overheid bij dewelke de vergunningsaanvraag aanhangig wordt gemaakt, moet de inhoud van het onderzoek overeenkomstig artikel 13 van het decreet nader bepalen.

Overigens legt artikel 14 een minimale inhoud op :

- een beschrijving van het project met informatie omtrent vestigingsplaats, aard en omvang;
- de nodige gegevens om de vermoedelijke significante milieu-effecten van het project te kunnen bepalen en beoordelen;
- een beschrijving van de beoogde maatregelen om belangrijke nadelige effecten te vermijden, te beperken en zo mogelijk te verhelpen;
- een niet-technische samenvatting van voornoemde gegevens.

Er wordt eraan herinnerd dat de erkenning van een auteur kan ingetrokken worden indien de door hem uitgevoerde onderzoeken kwalitatief te wensen over laten.

14. Openbaar onderzoek en advies

Wanneer een effectonderzoek beëindigd is, stuurt de aanvrager er vijf exemplaren van naar de bevoegde overheid.

De verschillende overbrengingen van het dossier zijn uitgelegd in de artikelen 36 tot 40 van het besluit. De voor de C.W.E. en de C.C.A.T. bestemde exemplaren worden rechtstreeks doorgestuurd door de onder de bevoegde overheid ressorterende administratieve diensten.

Vervolgens worden tegelijkertijd twee procedures ingezet :

- enerzijds wordt verzocht om het advies van de C.W.E. en de C.C.A.T. of, bij ontstentenis van de C.C.A.T., om het advies van de C.R.A.T. indien de aanvraag betrekking heeft op een bouw-, verkavelings-, ontginnings- of steenbergensluitingsvergunning;
- anderzijds stelt het gemeentebestuur een openbaar onderzoek in overeenkomstig artikelen 41 tot 43 van het besluit.

Het aan de openbare raadpleging onderworpen dossier bevat :

- het voorafgaand milieu-effectbeoordelingsrapport;
- de beslissing waarbij een effectonderzoek voorgeschreven is en de inhoud en de modaliteiten ervan bepaald zijn;
- de notulen van de eventuele voorafgaande informatievergadering;
- het effectonderzoek.

Hierbij dient opgemerkt dat overeenkomstig artikel 20 van het decreet enkel de bepalingen betreffende het openbaar onderzoek en de in het besluit bedoelde bekendmakingsmaatregelen toegepast zullen worden indien een effectonderzoek is voorgeschreven. De door de andere reglementeringen voorgeschreven maatregelen van openbaar onderzoek worden dan opgeheven, bijvoorbeeld het door de R.G.P.T. voorgeschreven commo-incommo-onderzoek.

Deze opmerking geldt ook voor aanvragen om bouw- en verkavelingsvergunningen die onderworpen zijn aan door de C.W.A.T.U.P. voorgeschreven bijzondere bekendmakingsformaliteiten.

Er dient vooral te worden opgemerkt dat de bureaus die binnen een straal van 50 meter wonen, niet meer persoonlijk moeten worden ingelicht in het geval van eerste klasse inrichtingen waaraan een onderzoek is opgelegd.

De notulen ter sluiting van het openbaar onderzoek worden door het gemeentebestuur opgesteld en naar de bevoegde administratie doorgestuurd.

15. Samenwerking van de administratie met de C.W.E., de C.C.A.T. of de C.R.A.T.

De door deze instanties eventueel gevraagde hulp wordt door de betrokken administraties verleend.

16. De termijnen m.b.t. de raadpleging

De meeste termijnen betreffende de aan het onderzoek voorafgaande openbare raadpleging, in het geval van een publiekrechtelijke aanvrager, en alle termijnen betreffende de raadplegingen die na het effectonderzoek plaatsvinden, worden tijdens de maanden juli en augustus opgeschort.

Die termijnen zijn in de tabellen 2 en 4 van het bijgaand organisatieschema met een asterisk aangeduid.

Ze moeten worden toegepast overeenkomstig volgende richtlijnen.

16.1. Advies van de C.W.E., de C.C.A.T. of de C.R.A.T.

Deze instanties beschikken over dertig dagen om hun advies uit te brengen, zonietszins wordt het geacht gunstig te zijn.

— Wanneer op die instellingen een beroep gedaan wordt tussen 1 en 30 juni, wordt de termijn met tweeënzestig dagen verlengd.

— Wanneer op hen een beroep gedaan wordt tussen 1 juli en 31 augustus, verstrijkt de termijn op 30 september.

16.2. Bekendmaking.

Het gemeentebestuur moet binnen vijftien dagen na ontvangst van het dossier het bericht van onderzoek tweemaal laten bekendmaken in twee in de streek verspreide kranten :

— Wanneer het gemeentebestuur het dossier tussen 16 en 30 juni ontvangt, wordt de voor de bekendmaking geldende termijn met tweeënzestig dagen verlengd.

— Wanneer het gemeentebestuur het dossier tussen 1 juli en 31 augustus ontvangt, dient de bekendmaking uiterlijk op 15 september te geschieden.

16.3. Begin van de aanplakking.

Het gemeentebestuur moet binnen acht dagen na ontvangst van het dossier overgaan tot de aanplakking van het bericht van onderzoek :

— Wanneer het gemeentebestuur het dossier tussen 23 en 30 juni ontvangt, wordt de voor de aanplakking geldende termijn met tweeënzestig dagen verlengd.

— Wanneer het gemeentebestuur het dossier tussen 1 juli en 31 augustus ontvangt, dient de aanplakking uiterlijk op 8 september te beginnen.

16.4. Duur van de aanplakking.

Het bericht van onderzoek moet gedurende dertig dagen aangeplakt blijven. Tijdens die periode kan de bevolking opmerkingen of klachten bij het gemeentebestuur indienen. De laatste dag van de aanplakking zal derhalve over het algemeen de eerste dag van de aanplakking zijn + dertig dagen, behalve :

— wanneer de aanplakking tussen 1 en 30 juni begint, want dan moet ze gedurende tweeënnegentig dagen worden gehandhaafd. De laatste dag van verplichte aanplakking is dus de eerste dag + tweeënnegentig dagen;

— wanneer de aanplakking tussen 1 juli en 31 augustus begint, want dan moet ze tot en met 30 september worden gehandhaafd.

16.5. Datum van de overlegvergadering.

Indien er 25 eisers zijn of meer, moet het gemeentebestuur een overlegvergadering beleggen op de eenentwintigste dag na het verstrijken van de aanplakkingstermijn.

Het bericht van onderzoek moet de datum, het uur en de plaats van de eventuele vergadering vermelden.

Ook de telling van de eenentwintig dagen na het verstrijken van de aanplakkingstermijn wordt in juli en augustus opgeschort.

De eigenlijke datum van de overlegvergadering wordt dus, met ingang van de in de vorige paragraaf bedoelde laatste dag van verplichte aanplakking, bepaald als volgt :

In het algemeen, de datum van de laatste dag van de verplichte aanplakking + eenentwintig dagen.

Indien de laatste dag van de verplichte aanplakking tussen 10 en 30 juni valt, de datum van de laatste dag van de verplichte aanplakking + drieëntachtig dagen.

Indien de datum van de vergadering op een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag valt, wordt de overlegvergadering verschoven naar de eerstvolgende werkdag.

17. De overlegvergadering

Artikel 45 van het besluit bepaalt dat : « Het gemeentebestuur een overlegvergadering belegt wanneer het aantal eisers groter is dan vijftwintig. »

Hierbij dient opgemerkt dat bijlage IV van het besluit, waarin het bericht van onderzoek is weergegeven, de volgende zin bevat :

« De overlegvergadering wordt afgeschafd indien het aantal personen die opmerkingen of bezwaren hebben ingediend, kleiner is dan vijftwintig. »

Dit stemt niet overeen met de tekst van artikel 45. Om iedere betwisting te voorkomen, verzoeken we de gemeentebesturen een overlegvergadering te beleggen zodra er vijftwintig eisers zijn.

De in overweging te nemen bezwaren zijn degenen die tijdens de aanplakkingstermijn van het bericht van onderzoek werden ingediend.

Voor de telling van de eisers dient rekening te worden gehouden met al de ondertekenaars van de ontvangen bezwaren of opmerkingen, zelfs indien ze hun handtekening onderaan een gemeenschappelijke brief hebben geplaatst, op voorwaarde dat ieder van hen zijn naam en adres volledig heeft vermeld.

Artikel 46 van het besluit somt de personen op die de vergadering kunnen bijwonen :

— maximum 9 vertegenwoordigers van de overheid (bevoegde openbare gemachtigden, kabinetten, administraties, vertegenwoordigers van het college van burgemeester en schepenen);

— maximum 9 vertegenwoordigers of experts van de eisers;

— maximum 9 vertegenwoordigers van de aanvrager;

— de auteur van het effectonderzoek;

— maximum 2 leden van de C.W.E.

Het gemeentebestuur stuurt de uitnodigingen naar de vertegenwoordigers van de betrokken administraties.

De notulen van de overlegvergadering worden overeenkomstig artikel 50 van het besluit door de bevoegde overheid opgesteld.

De overlegvergadering moet niet per se uitmonden op een overeenkomst tussen de deelnemers. De bedoeling is standpunten uit te wisselen en, in het beste geval, ze trachten te verenigen. In ieder geval is de overheid die de eindbeslissing neemt, niet gebonden door het resultaat van het overleg.

18. Het effectrapport

Het effectrapport wordt door de bevoegde administratie opgesteld.

De inhoud van het rapport is uitvoerig omschreven in artikel 53 van het besluit. Het bevat met name de conclusies van de administratie. Het betreft een samenvatting die de aandacht vestigt op het geheel van de elementen die tijdens de beoordelingsprocedure naar voren zijn gekomen, zoals :

— het effectonderzoek;

— de resultaten van het openbaar onderzoek;

— de notulen van de eventuele overlegvergadering;

— het advies van de C.W.E. en, in voorkomend geval, van de C.C.A.T. of de C.R.A.T.

Het advies van de administratie over de opportuniteit van het project komt niet voor in het effectrapport. Dit laatste geldt dus niet als het voorstel van de administratie aangaande de door de overheid te nemen beslissing.

Overeenkomstig artikel 54 van het besluit zendt de bevoegde administratie het effectrapport naar :

- de bevoegde overheid;
- de vergunningsaanvrager;
- de auteur van het effectonderzoek;
- het gemeentebestuur;
- de deelnemers aan de overlegvergadering indien ze heeft moeten plaatsvinden.

Het gemeentebestuur staat overeenkomstig artikel 55 van het besluit in voor de openbare raadpleging van het effectrapport.

De termijn van dertig dagen waarover de administratie beschikt om het effectrapport in te dienen is een beveltermijn en geen dwingend voorgeschreven termijn. Het opmaken van het effectrapport blijft verplicht, al wordt voornoemde termijn niet in acht genomen. Het is een belangrijke formaliteit van de procedure die voor de beslissing van de overheid moet plaatsvinden.

Wanneer één enkel effectonderzoek werd uitgevoerd, zijn de opstellingsmodaliteiten van het effectonderzoek de volgende :

- Bouw- en verkavelingsvergunningen vereist krachtens de artikelen 41, 45 en 53 van het C.W.A.T.U.P. : de afgevaardigde ambtenaar, zoals bepaald in artikel 196 van het C.W.A.T.U.P., wint het advies in van het betrokken buitencentrum van de D.P.P.G.S.S. voor de materies waarvoor de D.G.R.N.E. bevoegd is.

- Vergunningen voor de ontginning van groeven en mijnconcessies : het betrokken buitencentrum van de D.P.P.G.S.S. wint het advies in van de provinciale directie van de D.G.A.T.L.

- vergunningen voor de ontsluiting van steenbergren : de betrokken provinciale directie van de D.G.A.T.L. en het betrokken buitencentrum van de D.P.P.G.S.S. maken een gemeenschappelijk en medeondertekend effectrapport op, waarbij elke dienst verantwoordelijk is voor de materies die tot zijn bevoegdheden behoren.

19. Hervatting van de gewone procedure

De bekendmaking van het effectonderzoek sluit de beoordelingsprocedure inzake de milieu-effecten van het project.

De door de bijzondere reglementeringen voorgeschreven adviezen van de verschillende administraties worden dan uitgebracht overeenkomstig de gewone procedure.

In deze fase legt de bevoegde administratie de overheid een gemotiveerd voorstel van beslissing voor, in voorkomend geval met de uitbatingvoorwaarden die opgelegd zouden moeten worden.

20. Aanplakking van de beslissing

Na het uitvoeren van een effectonderzoek moet de eindbeslissing gedurende dertig dagen aangeplakt worden. Die termijn is niet schorsend ten aanzien van de in andere reglementeringen bedoelde verhaaltermijnen.

Het wordt de gemeentebesturen aanbevolen de voorzieningstermijn duidelijk te vermelden op de aangeplakte bekendmaking.

21. Overgangsmaatregelen

In het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 oktober 1991 zijn geen andere overgangsmaatregelen bepaald dan die betreffende de verlenging van vergunningen. Het besluit treedt aldus in werking op 2 december 1991. De overeenkomstig het vorige besluit (19 juli 1990) verrichte formaliteiten blijven geldig.

De toekomstige formaliteiten moeten aan de bepalingen van het besluit van 31 oktober 1991 onderworpen worden.

Artikel 62. Dit artikel heeft betrekking op uitbatingen waarvan de geldigheidsduur van de vergunning verstreken is en waarvoor een aanvraag om verlenging is ingediend binnen vijf jaar met ingang van de inwerkingtreding van het besluit van 31 oktober 1991.

Rekening houdend met de duur van de toekenningsprocedure van een vergunning wanneer een effectonderzoek is opgelegd, heeft de Waalse Gewestexecutieve een mogelijkheid voorzien om de vergunning tijdelijk te verlengen opdat de aanvrager tijdens de milieu-effectbeoordelingsprocedure met zijn vergunning in orde kan zijn.

De bevoegde overheid mag beslissen de betrokken vergunning met hoogstens twee jaar te verlengen.

Deze eventuele beslissing zal dus plaatsvinden op basis van de met het rapport samengaande vernieuwingsaanvraag, gelijktijdig met of na de beslissing een effectonderzoek op te leggen, en alleen in dat geval.

Opmerking : Inzake stedenbouw is die bepaling slechts van toepassing op de in artikel 41, § 3, van het C.W.A.T.U.P. bedoelde vergunningen van beperkte duur en niet op de in artikel 49, tweede lid, van het C.W.A.T.U.P. bedoelde aanvragen om verlenging.

In de gevallen die het voorwerp van die maatregel zouden kunnen zijn, zal het advies van de administratie over de opportuniteit van een effectonderzoek, indien het positief is, automatisch samengaan met een advies over de opportuniteit de bestaande vergunning met een overgangsduur te verlengen.

Deze beslissing tot verlenging vereist noch een openbare raadpleging noch enig ander advies.

Daaruit volgt dat bepaalde geklasseerde inrichtingen de vergunning mogelijk zullen krijgen voor een totale duur van meer dan dertig jaar. In die zin betekent artikel 62 van het besluit dus een wijziging van het R.G.P.T.

De « Effectonderzoeksprocedure » zal tijdens die periode op basis van de ingediende aanvraag worden voortgezet.

Hoewel de tekst daaromtrent niet formeel is, is het wenselijk dat de toegekende verlengingstermijn de overgangperiode van vijf jaar niet overschrijdt, d.w.z. dat hij niet langer duurt dan 2 december 1996.

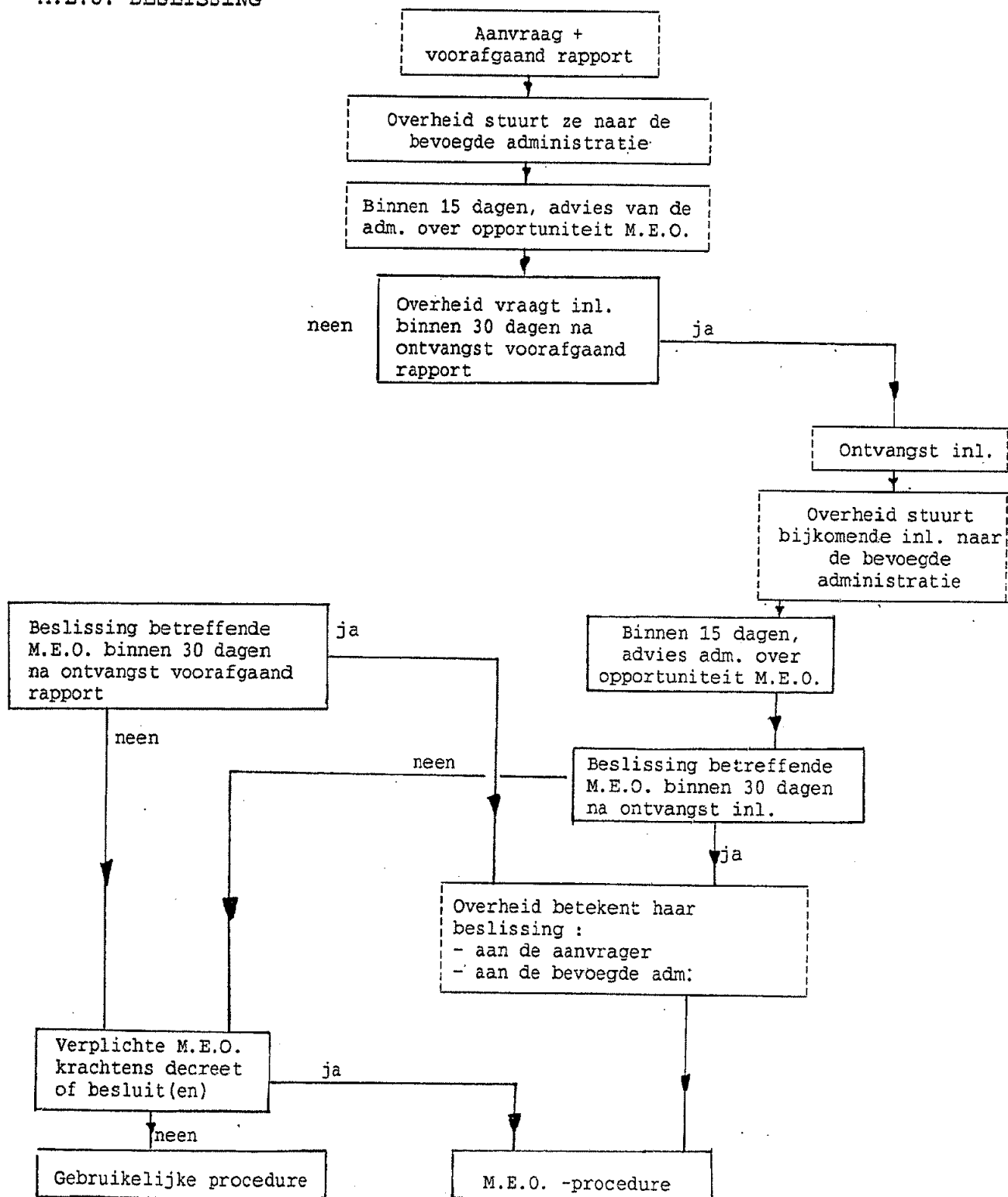
Die periode van vijf jaar is immers ruim voldoende om elke aanvrager van een vernieuwing toe te laten zijn rapport in te dienen, in voorkomend geval een M.E.O. te laten uitvoeren en een beslissing van de overheid te verkrijgen.

De directeur-generaal
van het Bestuur Ruimtelijke Ordening
en Huisvesting,
D. Sarlet.

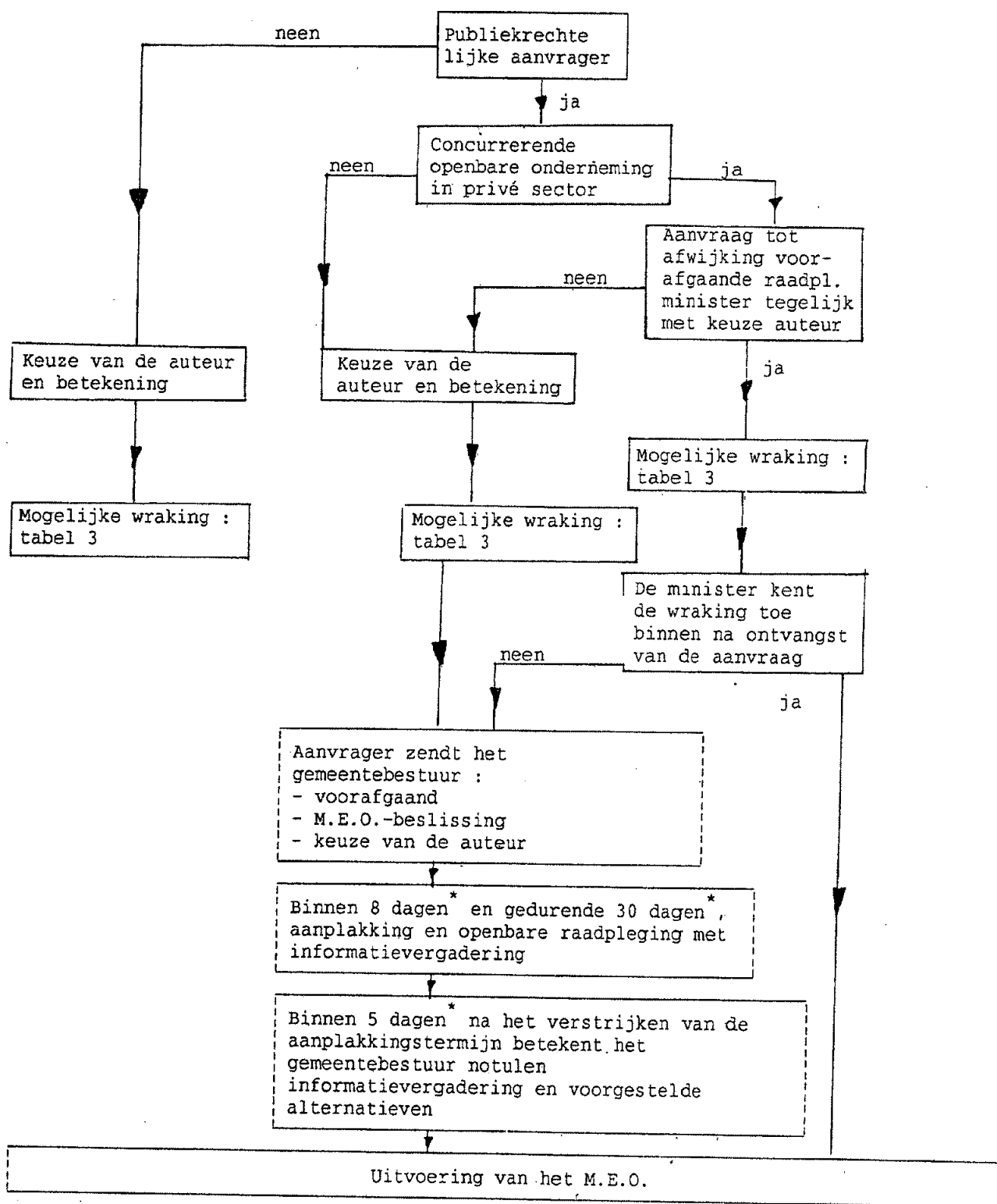
De d.d. directeur-generaal
van het Bestuur Natuurlijke Hulpbronnen
en Huisvesting,
Ir. A.M. Prive.

[F 27422]

AANVRAAG
M.E.O.-BESLISSING

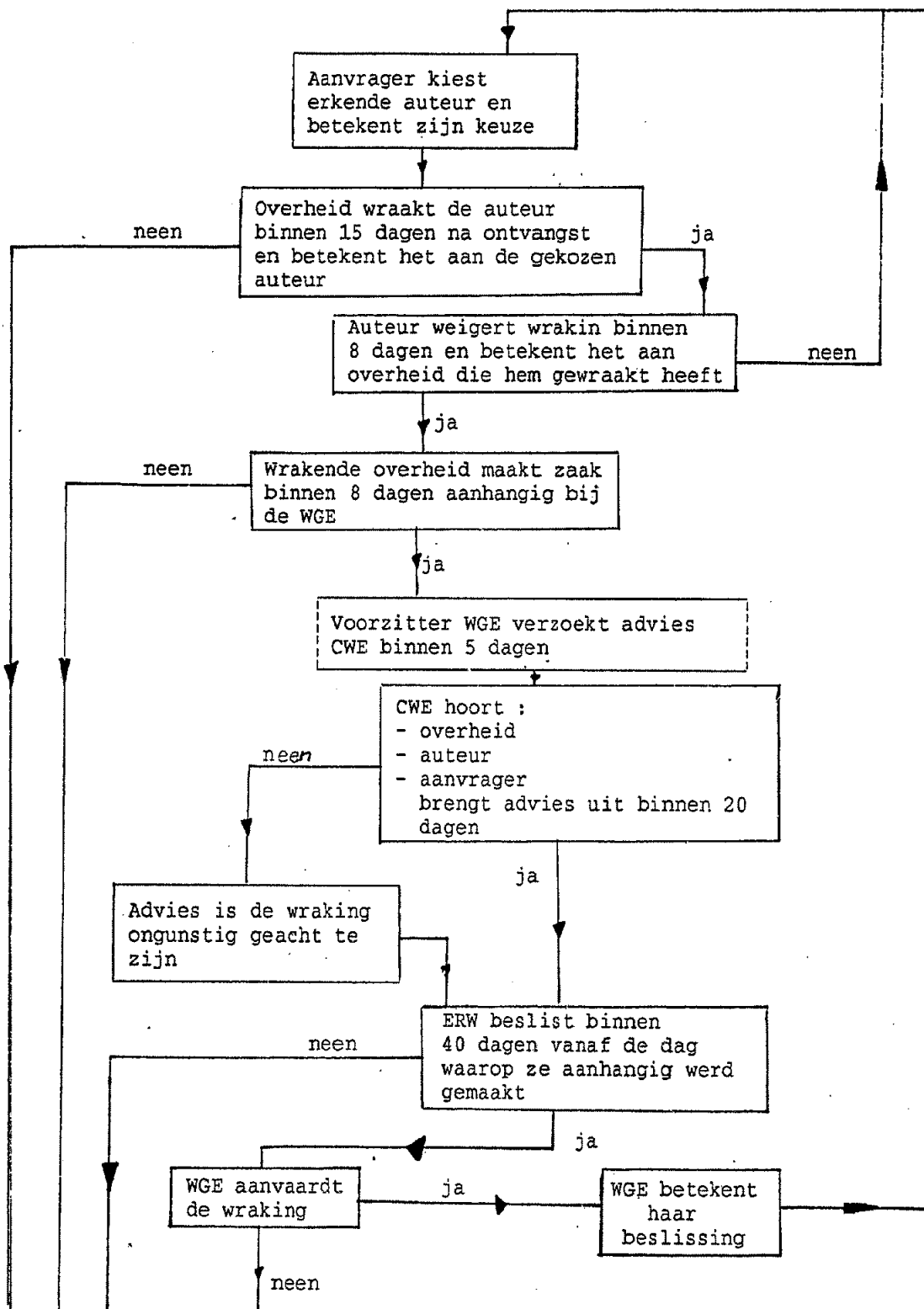


OPENBARE AANVRAGER



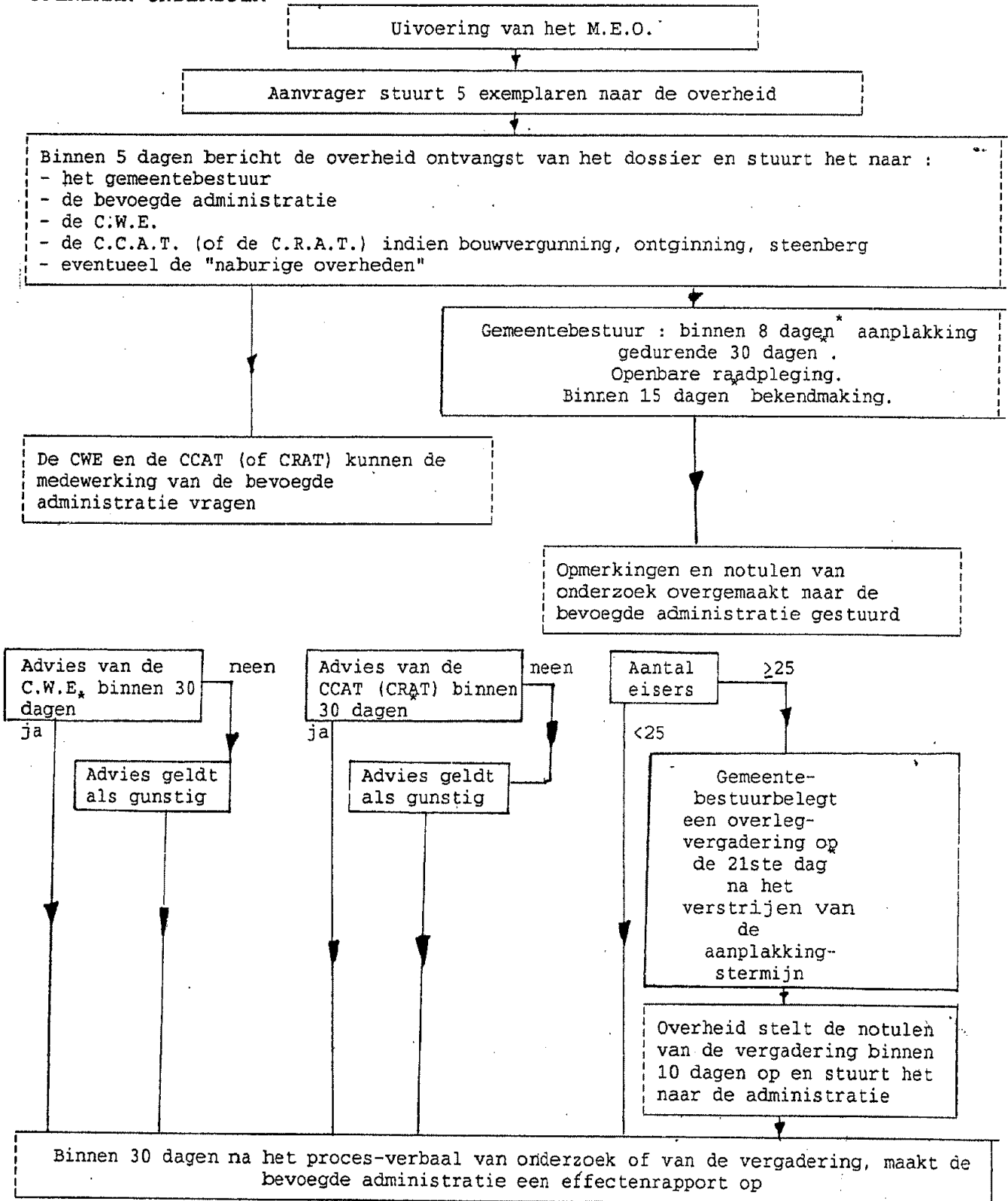
* Deze termijnen worden in juli en augustus opgeschort.

WRAKING



De gekozen auteur is aanvaard

OPENBAAR ONDERZOEK



* Deze termijnen worden in juli en augustus opgeschort.

BESLISSING

